

La création à Liège, en août 1941, du Front Wallon pour la libération du pays marque l'histoire de la Résistance par le large regroupement d'hommes et de femmes venus d'horizons très divers mais déterminés à chasser l'occupant.

Le Front de l'Indépendance lui succède en juillet 1942. Il poursuivra la lutte dans les secteurs aussi variés que la solidarité envers réfractaires et clandestins, juifs ou prisonniers russes, l'organisation des paysans, la reconstruction d'un syndicalisme de combat (C.L.S.) sans oublier bien sûr l'énorme effort de propagande par la presse clandestine et la lutte armée menée par les Partisans contre l'occupant et ses collaborateurs.

Ce livre retrace ce vaste mouvement populaire à partir de documents et illustrations largement inédits. Il présente aussi les événements et les idées qui, au cours des années de crise et de montée du danger fasciste, ont contribué à forger l'esprit de Résistance. Il s'achève sur le rôle et la place occupée par la Résistance dans la libération et jusqu'à la fin de la guerre.



I.H.O.E.S.



SUR LA RÉSISTANCE AU FASCISME 1940-1945 LE FRONT DE L'INDÉPENDANCE

DANS LA RÉGION DE LIÈGE OURTHE/AMBLÈVE



Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale

**SUR LA RÉSISTANCE
AU FASCISME 1940-1945
LE FRONT DE L'INDÉPENDANCE**

DANS LA RÉGION DE LIÈGE OURTHE/AMBLÈVE

L'Histoire, comme la langue d'Esopé, peut être la meilleure et la pire des choses. La pire quand celle que Valéry définissait comme la plus dangereuse alchimie jamais sortie de l'intellect humain ne sert qu'à justifier l'injustifiable et à absoudre d'avance les crimes commis au nom de la raison d'Etat, des idéologies totalitaires, des "droits" de la race et du sol. La meilleure quand elle force l'homme à se pencher sur ses racines pour mieux comprendre son présent, pour l'éclairer du double flambeau du souvenir affectif et de l'analyse objective.

Il est bon qu'à cinquante ans de distance une équipe réunissant acteurs des jours d'hier et chercheurs d'aujourd'hui ait associé leurs efforts pour dresser, avec un remarquable souci pédagogique et explicatif, un tableau vivant et superbement documenté de ce que fut l'action résistante du Front de l'Indépendance dans les régions de Liège et de l'Ourthe-Amblève. Le visiteur de l'exposition, le lecteur de cette brochure seront sans doute surpris

de la qualité démonstrative des documents qui ponctuent et illustrent la solide charpente scientifique de cette évocation. Là était le défi, là est le succès. La tâche de l'historien n'est pas seulement d'expliquer, de "dire" ce qui fut, elle est aussi de sauver ce qui peut encore l'être. La digue de la vérité se bâtit avec des milliers de cailloux qui, isolés, ne sont rien. Ceux qui, patiemment, les recueillent font œuvre non seulement utile mais salutaire.

Il ne faut pas que se perde le souvenir de ceux qui surent dire non, et passer ensuite du refus à la révolte. Souvent ils avaient prononcé ce non bien avant que la chape de plomb de l'occupation se soit abattue sur nos régions. Mais le souvenir des soldats de la Liberté ne peut être maintenu qu'en se soumettant aux règles impérieuses de la Vérité, qui seule peut faire perdurer dans les coeurs et les âmes ce que fut réellement, sans grands mots et sans emphase, dans la tâche quotidienne obscure et l'attente des aubes claires, le combat de la Résistance.

Francis Balace
Chargé de cours à l'université de Liège.
Vice-président du Centre de Recherche et
d'Etudes Historiques de la Seconde Guerre Mondiale.

L'exposition
a été conçue et réalisée par l'Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale
à l'occasion du cinquantième anniversaire du F.I.

Conception et recherche documentaire :

Jean Bourguet (†), Marcella Colle-Michel, Marcel Deprez, René Deprez, Monique Eeman, Philippe Gémis,
Danielle Gruselin-Leclercq, Michel Hannotte, Bénédicte Hiernaux, Gigi Massaut-Noiroux,
Lily Rochette-Russe, Monique Willem-Broze

Coordination générale :

Michel Hannotte

Coordination et élaboration du catalogue :

Lily Rochette-Russe, Claudine Schloss, Micheline Zanatta

Les sources consultées et les documents reproduits proviennent des collections de :

BRUXELLES

Archives du Parti communiste de Belgique

Centre d'animation et de recherche en histoire ouvrière et populaire (C.A.R.H.O.P.)

Centre de recherches et d'études historiques de la seconde guerre mondiale (C.R.E.H.S.G.M.)

Institut Émile Vandervelde (I.E.V.)

Musée de la Résistance

LIÈGE

Archives de l'État à Liège (A.E.L.)

Bibliothèque Chiroux-Croisiers

Fonds d'histoire du mouvement wallon (F.H.M.W.)

Loge Hiram

Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale (I.H.O.E.S.)

Institut liégeois d'histoire sociale (I.L.H.S.)

Musée Kruglanski

Musée de la vie wallonne (M.V.W.)

VISÉ

Collège Saint-Hadelin

Les organisateurs remercient aussi pour l'accès à leur collection privée et leurs collaborations diverses :

Mesdames et Messieurs Martine Dandumont, Jean-Marie Denoël, Jean Derkenne,
Henri Élias, Florine Fays-Cabole, Juliette Franquet (†), Roger Gillet, Frans Hentjens,
Renée Lambert-Bosmans, Andrée Messiaen-Davin, Raymond Palâtre, Julien Rompen,
Claudine Schloss, Maxime Steinberg, Anna Stroobants et Lambert Tomballe.

Crédits photographiques :

Jean-Louis Devillers, Roger Gillet et Maurice Gilis.

L'exposition bénéficie du patronage du Ministère de la Communauté française,
de la Province et de la Ville de Liège.



© I.H.O.E.S. 1993

SOMMAIRE

FACE AU DANGER FASCISTE : s'unir et lutter 6-15

DU CHOC DE L'INVASION AU FRONT WALLON
POUR LA LIBÉRATION DU PAYS 16-23

LE FRONT DE L'INDÉPENDANCE
ses composantes et ses formes d'action 24-55

LE FRONT DE L'INDÉPENDANCE
dans la libération de Liège 56-59

LA PRESSE CLANDESTINE
dans la province de Liège dépliant en annexe

Notes, références 61-63

Index des sigles 63

SOLIDARITÉ OUVRIÈRE

CONTRE LA CRISE ET LE FASCISME

Dès les débuts du régime fasciste en Italie (1922), les partis ouvriers créent des organisations et des fonds de solidarité chargés de venir en aide aux exilés, proscrits et victimes de la répression.

Le Secours rouge international (S.R.I.) fondé en 1923 prend en charge la défense et le soutien aux victimes de la répression politique, surtout fasciste; il en existe une section à Liège.

Le Secours ouvrier international (S.O.I.) constitue une sorte de Croix-Rouge internationale de la classe exploitée du monde entier. Il soutient les travailleurs contre la répression patronale; il intervient notamment lors des grandes grèves de 1932 et de 1934.

Le Fonds Matteoti (député socialiste italien assassiné par les fascistes le 1^{er} juin 1924), créé par le P.O.B., soutient depuis 1927 les victimes du fascisme et accueille des émigrés politiques.

La propagande traditionnelle contre la guerre associe dès 1933 le thème antifasciste à la lutte contre la guerre.

Ces pratiques de solidarité et d'action trouveront leur prolongement dans la résistance à l'occupant nazi.



Carte de soutien éditée par les J.G.S. (1)

SECOURS OUVRIER INTERNATIONAL Solidarité ouvrière.



Retour d'enfants de mineurs pris en charge par le S.O.I. pendant la grève de 1932. (2)

LE FONDS MATTEOTI l'aide aux étrangers victimes du fascisme.

"Le Fonds Matteoti (créé en 1927), national ou régional, vient en aide aux camarades étrangers mis dans l'obligation de s'expatrier pour avoir, au nom de la liberté, défendu les principes de la démocratie et la cause des travailleurs."

"Le Fonds Matteoti régional liégeois a reçu, au cours des années 1933 et 1934, plusieurs centaines de proscrits étrangers, pour la plupart allemands."

Sommes versées

de 1927 à 1931 : 5370 Frs
de 1933 à 1934 : 9275 Frs
de 1935 à 1936 : 14998 Frs
de 1937 à 1938 : 19876 Frs

Rapport du Comité fédéral du P.O.B. (3)

SECOURS ROUGE INTERNATIONAL Soutien des ouvriers, victimes de la répression par une aide en argent et en justice.

S. R. I.

SECRÉTARIAT :

Rue de la Loi, 29, Liège



FÉDÉRATION LIÉGEOISE

Le «Secours Rouge International» est l'organisation de la défense de la classe ouvrière contre la répression capitaliste.

Le «Secours Rouge International» soutient les victimes proscrites dans tous les pays, sans distinction de parti. L'aide est également portée aux emprisonnés et à leurs familles, ainsi qu'à la défense dans les procès politiques.

Chaque travailleur doit être membre du «Secours Rouge International» et participer à son travail.

Entête de lettre, Liège 1929. (4)



Entête de la newsletter 'Au Secours'. (5)

LE C.V.I.A. ET LE R.U.P.

Un Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (C.V.I.A.) se crée à Liège au printemps 1935 à l'instar de celui fondé à Paris l'année précédente.

Professeurs d'université, artistes, médecins, étudiants et enseignants d'opinions politiques et philosophiques différentes y militent activement contre le fascisme et contre la guerre.

L'avocat Jean Terfve en assure le secrétariat. De nombreux francs-maçons de la loge Hiram y jouent un rôle important.

En septembre 1935, le Rassemblement universel pour la Paix (R.U.P.) défend le principe de la sécurité collective en Europe dans le cadre de la Société des Nations.

Le premier congrès mondial a lieu à Bruxelles du 3 au 6 septembre 1936. On compte 1100 Belges dont plus de 200 Liégeois parmi les 4900 délégués venus de 35 pays.

Théo Dejace en exerce avec dynamisme le secrétariat provincial. Il assure la liaison entre le C.V.I.A. et le Front démocratique wallon (F.D.W.).



Le cortège du 1^{er} mai 1939 à Liège. (6)

Vigilance

Contre le Fascisme

Ed. resp. : C.V.I.A., Secrétaire : Jean Terfve
18, rue du Midi, Liège.

Contre la Guerre

Le Comité de Vigilance des intellectuels liégeois contre le Fascisme et contre la Guerre, n'a pas cru devoir rester indifférent devant l'importance extrême des élections communales d'octobre 1938.
L'attitude qu'il a adoptée depuis sa fondation, nous permet

contre les dangers qui menacent la démocratie, la paix et la liberté.

En toutes circonstances, ils ont pris une position nette, elle leur a valu des attaques violentes, ils ont néanmoins continué d'avoir fait tout leur devoir et d'avoir rempli leur mission essentielle qui est de mettre à la disposition des citoyens les armes nécessaires.

Périodique du CVIA. (7)

DÉCLARATION DE PRINCIPES DU C.V.I.A.

"Les signataires de cet appel, unis sans distinction de parti politique ou d'opinion philosophique (...)

Affirment leur résolution de lutter avec tous les travailleurs belges ou étrangers qui se veulent libres contre toutes les entreprises ouvertes ou déguisées de réaction, de fascisme et de guerre.

En conséquence, approuvent l'action du Comité de Vigilance fondé à Bruxelles à l'exemple du Comité français et affilié à l'Union Internationale des Intellectuels pour la défense de la Culture, de la Liberté et de la Paix.

Décident de créer à Liège une Section des Travailleurs Intellectuels Antifascistes.

Pour le comité du C.V.I.A. :

Le Président, les Vice-Présidents, les professeurs MM. Verlaine, Hubaux et Bohet." (8)

LES 4 PRINCIPES DU R.U.P.

1. L'inviolabilité résultant des traités.
2. Réduction et limitation des armements par accord international et la suppression des profits résultant de la production des armes.
3. Le renforcement de la Société des Nations pour prévenir et arrêter les guerres par l'organisation la plus efficace de la sécurité collective et de l'assistance mutuelle.
4. L'établissement, dans le cadre de la Société des Nations, d'un mécanisme efficace pour remédier aux situations internationales susceptibles de provoquer la guerre." (9)

RENCONTRES ET CONVERGENCES ANTIFASCISTES (10)

	Syndicats	P.E.S.	J.G.S.U.	P.C.	C.M.F.	A.U.S.	Aide à l'Esp.	Hiram	Mvt. Wallon	C.V.I.A.	R.U.P.
René Boelen	•		•	•							
Victor Bohet											
Ernest Burnelle	•	•									
Joseph Davenne	•										
Alice Degeer				•							
Théo Dejace	•	•									
Jean Dehareng	•			•							
René Delbrouck	•		•								
Pol Denoël				•							
Jean Derkenne	•			•							
Jenny Dumont	•	•			•						
Iris Fays	•	•									
Juliette Franquet	•	•									
Raymond Geenen	•		•								
Aurore Hansen	•	•									
Jean Hubaux	•	•									
Julien Lahaut				•							
Constant Mawet	•	•									
Paul Michot											
François Sainte	•	•	•								
Marie Staeren	•	•		•							
Jean Terfve				•							
André Thiernes											
Georges Truffaut	•	•	•								
Louis Verlaine											
Albert Wolf											

SOLIDARITÉ AVEC L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE

Le *pronunciamento* franquiste contre la république déclenche une longue guerre civile (1936-1939). Les forces démocratiques se mobilisent pour défendre le gouvernement légal issu de la victoire du Front populaire.

Dans notre région, une aide multiforme est organisée :

1. Des volontaires s'engagent individuellement pour combattre, dès l'automne 1936, aux côtés de l'armée républicaine espagnole, au sein des Brigades Internationales. Riches de cette expérience, maints d'entre eux seront à l'origine de la résistance armée et deviendront des cadres Partisans.
2. Des comités actifs se constituent dans les villes et les villages afin de récolter vêtements, nourriture et fonds pour aider les populations espagnoles et les armées républicaines.
3. La Confédération générale des syndicats fait campagne pour l'adoption d'enfants espagnols par des familles de la région. La section régionale du Personnel enseignant socialiste y collabore activement. La plupart de ses dirigeants seront parmi les fondateurs et responsables du Front wallon pour la Libération du Pays.

Ces actions contribuent à développer la conscience de la solidarité et de la lutte contre le fascisme.



5 enfants espagnols recueillis par le P.E.S. (11)



Parmi les 1608 volontaires belges en Espagne, les 2/3 sont wallons. Plus de 30%, dont le domicile a pu être identifié, sont issus de la province de Liège. (12)

L'AIDE DE LA SECTION RÉGIONALE DU PERSONNEL ENSEIGNANT SOCIALISTE (P.E.S.) À L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE (13)

Personnel Enseignant Socialiste
Section régionale de Liège

Circulaire N°2

Liège, le 6 février 1939,

Chers Amis et Camarades,

L'Espagne Républicaine doit vaincre pour sauver l'Europe de la terreur fasciste, pour éviter à la Wallonie en particulier un nouveau 1914.

PERSONNEL ENSEIGNANT, AMIS DE LA PAIX dans la LIBERTÉ et l'HONNEUR, nous vous adjurons de faire comme suit :

1° MANIFESTATION À LIÈGE, le 12 février, 10h30 place St. Lambert (...).

2° DE L'ARGENT, DES VÊTEMENTS, DES JOUETS, pour tous les petits réfugiés dont une centaine ont déjà été ramenés à Liège par la Fédération générale des Syndicats (...).

COMMENT FAIRE VOTRE DEVOIR ?

En nous demandant du matériel à vendre et des listes de souscription en faveur des Espagnols et des combattants de la liberté (...).

En acceptant d'héberger un ou plusieurs enfants espagnols.

En accentuant le volume de vos versements au Fonds BURGOS JAMAIS C.C.P. 36.52.15 de Recherches Pédagogiques, Liège.

Pour le comité régional

Président

E. BURNELLE, professeur.

Secrétaire

Th. DEJACE, instituteur.

Déléguée pour l'aide à l'Espagne :

JENNY DUMONT rue du Fer 36, Liège

s'adresser à elle pour tous renseignements,

déposer les colis place St. Lambert 26, Liège, pour le Personnel Enseignant.

NOTRE AIDE AUX ENFANTS D'ESPAGNE.

L'appel lancé par *Recherches Pédagogiques* en janvier 1937, en faveur des petits Espagnols réfugiés chez nous, a été entendu. 76.305 francs 45 centimes ont été récoltés.

Cela a permis d'adopter cinq enfants, puis un sixième, puis encore un septième. Six de ces gosses ont été hébergés à Glons, ensuite à Mont-Comblain. Après avoir pris l'avis des souscripteurs, nous avons versé 5000 frs. au secrétaire De Block pour aider le P.O.B. à faire la Saint-Nicolas aux enfants qu'il avait recueillis." (14)

CONTRE REX ET LA LÉGION NATIONALE

La Légion nationale belge est créée à Liège le 1^{er} mai 1922 par l'avocat Paul Hoornaert. Elle prône, comme le fascisme italien, le corporatisme et l'anti-parlementarisme. Son nationalisme est violemment anti-allemand. Ses jeunes adhérents agressent fréquemment les militants de gauche.

Rex issu des milieux universitaires catholiques se présente pour la première fois aux élections législatives de 1936 avec un programme de type fasciste et il obtient un succès important.

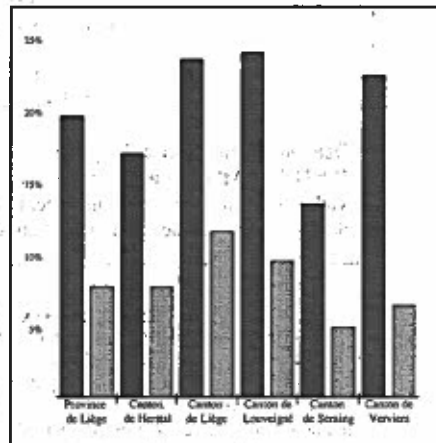
Après l'accession d'Hitler au pouvoir en 1933 et l'écrasement du mouvement ouvrier allemand, communistes et socialistes de gauche cherchent l'unité d'action contre les mouvements fascistes.

Une première unité organique apparaît au Congrès d'août 1936 avec les Jeunes gardes socialistes unifiés. (J.G.S.U.)

La mise en garde de l'archevêque de Malines face au danger rexiste et le rassemblement de toutes les formations politiques anti-rexistes entraînent le déclin et l'isolement de Rex aux élections partielles opposant Degrelle à Van Zeeland le 11 avril 1937. Ce déclin se confirme aux élections législatives de 1939.



Caricature de Léon Degrelle. (15)
"Le 25 décembre 1936 et le 9 avril 1937, Rex a été frappé par l'Eglise. Ses méthodes et ses principes fondamentaux ont été expressément condamnés. S'UNIR OU PÉRIR !
Voilà pour nous TOUS l'alternative inéluctable". (16)



Grandeur et décadence de Rex, de 1936 à 1939. (17)

Comité de Vigilance des Travailleurs Intellectuels Antifascistes Section Liégeoise — Groupe des Jeunes

Depuis des mois, le Comité de Vigilance des Travailleurs Intellectuels contre le Fascisme et la Guerre, a dénoncé les dangers du fascisme étranger et le développement du fascisme belge. Aujourd'hui, ce fascisme belge, encore nié par certains, devient une réalité menaçante.

La REXISME s'affirme et se propage

Le REXISME, c'est le FASCISME

et le pire, car il se défend d'être le Fascisme. Son chef ne recule devant aucune hypocrisie pour assurer sa propagande et son emprise sur les masses.

Il se dit REVOLUTIONNAIRE et prétend défendre les intérêts populaires !!!...

IL MENT !

Son programme, sous des formes démagogiques, ne défend rien de plus que celui du parti catholique conservateur de Segers.

Il prétend constituer le Front Populaire

IL MENT !

Le Front populaire est un mouvement international antifasciste, étendu des radicaux aux communistes, dans lequel le Rexistisme ne peut trouver place.

Il prétend apporter la prospérité

IL MENT !

Jusqu'à présent, il n'a pu que multiplier ses faillites et exploiter les scandales.

Il prétend combattre la guerre

IL MENT !

Il ne sait que combattre les démocrates partisans d'assurer la paix par les sanctions.

Il prétend combattre le fascisme

IL MENT !

Il est le Fascisme, parce qu'il est le Corporatisme et que le Corporatisme signifie la rupture du front syndical, qui constitue la meilleure garantie des libertés démocratiques.

Les fascistes italiens de Belgique, dans leur journal "La Critica fascista", citent le Rexistisme comme exemple du vrai et pur fascisme.

Le 7 février 1936, à 20 heures, à la Maison Wallonne rue Hors-Château, 5, LIÈGE, CONFÉRENCE PUBLIQUE

LE FASCISME "ROUGE", DE DEGRELLE

par Paul LIBOIS du Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes de Bruxelles

— Une discussion sera ouverte à l'issue de la conférence. —

LE DANGER VIENT DE L'EST

FACE AU DANGER
COMMUN : S'UNIR

Pour développer la solidarité ouvrière internationale, l'Association espérantiste ouvrière suscite l'intérêt pour l'espéranto dans l'organe syndical *Le Prolétaire*. Dès 1932, elle publie les rudiments de la langue internationale et crée des cours dans de nombreuses localités des régions liégeoise et verviétoise. Elle permet la communication aisée avec les antifascistes et particulièrement avec ceux d'Allemagne qui sont déjà victimes des sévices nazis.

Après le succès important du parti rexiste aux élections de 1936, P.O.B. et P.C.B. s'unissent pour gérer la province de Liège.

La Loge Hiram met à l'étude, dès mars 1934, un projet de *Manifeste au Peuple*,

pour opposer à la crise et au danger fasciste un rassemblement des démocrates qui défendront la paix et la justice.

À la même époque, les femmes se mobilisent mondialement contre la guerre et le fascisme. Un comité liégeois se constitue.

La politique de neutralité, adoptée par la Belgique en 1936, avec l'appui du roi Léopold III, déclenche un sursaut de défense en Wallonie, tant au P.O.B. qu'au P.C., ainsi que dans les mouvements wallons et francophiles, provoquant une convergence sur la base d'un seul danger de guerre : l'Allemagne nazie.



Entête de *La Voix du Peuple*.

HIRAM, *Manifeste au peuple*, 1^{er} mars 1934

"La démocratie est menacée. La lutte pour la liberté est à nouveau une nécessité vitale. (...) Sous un uniforme de chemises de toutes couleurs, des organisations à caractère militariste ont usurpé en plusieurs pays, les fonctions des forces policières et militaires de l'État. Là où elles ont pris le pouvoir, elles ont supprimé toutes les manifestations de la critique ou de l'opposition (...).

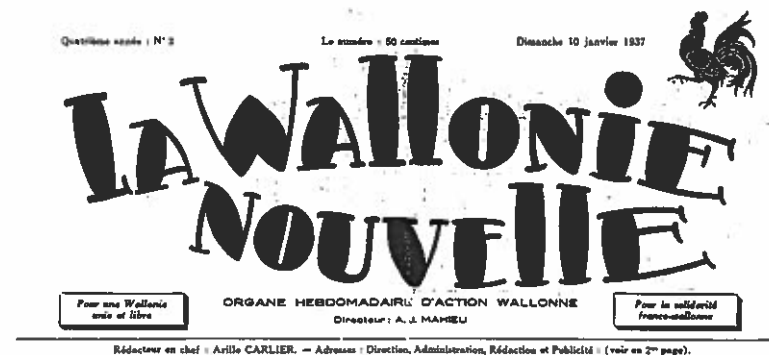
Nous croyons qu'il existe un nombre croissant d'hommes sincères et honnêtes de tous les partis qui sont disposés (...) à répondre à un ordre hardi ou à une ligue d'action courageuse". (Coll. privée)

UNIR, UNIR, UNIR.

"Le monde est divisé en fascistes et en antifascistes, en amis de la guerre et en amis de la paix (...). Catholiques et communistes applaudissent l'abbé Mahieu (fondateur du Front démocratique wallon) avec la même foi et le même enthousiasme que les hommes des partis médians (...). C'est qu'il n'y a plus de doute pour personne : un seul ennemi : Hitler, une seule trahison : la complaisance à son égard (...). signé Méricourt. (19)



La maison wallonne, 5 en Hors-Château. (20)



L'ASSOCIATION ESPÉRANTISTE OUVRIÈRE DE PROPAGANDE et son journal *Fajrero* diffusé dans les communes ouvrières liégeoises s'affirment nettement antifascistes dès 1933. Ses deux dirigeants Jean Dehareng et Pol Denoël s'engageront tôt dans la lutte armée.

COMITÉ MONDIAL DES FEMMES

Dans le groupe dirigeant de la section liégeoise du comité mondial des femmes se retrouvent toutes personnalités qui s'impliqueront dans la résistance. La section liégeoise se compose en 1938 :
Présidente : M^{me} Jacques
Vice-Présidentes : Cit. Laboulle et M^{me} Strivay
Secrétaire : M^{me} Irène Simon
Trésorier : Cit. Chalmers
Secrétaire admin. : M^{me} Franquet
Membres du bureau : M^{me} Thonnart, Moris, Goebels, M^{me} Verlaïne, Terfve, Renotte, Prévost. (21)

LE CHOC DE L'INVASION

LES PREMIÈRES RÉACTIONS SPONTANÉES

À ceux qui, dès avant la guerre, ont mené une lutte antifasciste et qui se trouvent à Liège au début de l'occupation, une seule voie s'impose : continuer la lutte.

À la fin du mois de mai 1940, *Radio Patacoye*, feuille humoristique des Jeunes Gardes socialistes est dactylographiée à Ougrée.

En juin 1940 paraît *Résurrection* qui deviendra *Le Monde du travail* dès le mois de décembre.

Au mois d'août, des jeunes gens d'Ans n'hésitent pas à saboter les réseaux de communication.

Dès l'automne, les Combattants de 1940 restés au pays se regroupent sur une base revendicative tandis que les femmes de prisonniers réclament le retour au foyer de leur mari et de leurs fils.

Des voix revendicatrices se font entendre à l'usine, dans les quartiers populaires et au sein du personnel communal de la ville de Liège pour lutter contre le pillage du pays et réclamer de meilleures conditions de vie.



Les Allemands devant le Palais provincial de Liège. (22)

Aux habitants des pays occupés.

"Le commandant en chef de l'armée allemande me donne pleins pouvoirs de communiquer ce qui suit :

1. L'armée allemande garantit aux habitants pleine sécurité personnelle et sauvegarde de leurs biens. Ceux qui se comportent paisiblement et tranquillement n'ont rien à craindre.

2. Tout acte de violence ou de sabotage sera puni des peines les plus sévères. Sera considéré comme acte de sabotage tout endommagement ou détournement de produits récoltés, de provisions de guerre et installations de tout genre, ainsi que l'endommagement d'affiches de l'autorité occupante" (...). (23)

LES PREMIÈRES ACTIONS DE RÉSISTANCE

Les sabotages.

Les rapports de la police allemande signalent pour la Belgique et le Nord de la France administrés par le général von Falkenhausen, 419 actes de sabotage entre mai 1940 et mars 1941, principalement coupures de câbles électriques ou téléphoniques. (24)

Le centre de propagande socialiste répond à Henri de Man.

(...) "La politique du P.O.B. est périmée, a dit Henri De Man, l'ex-président du parti. C'est exact. Pour nous, elle l'était déjà depuis de nombreuses années. Mais ce n'est pas pour cette raison que nous copierons le corporatisme allemand" (...).

Résurrection. (25)

Les grèves dans les usines.

Louis Neuray, ouvrier des Constructions électriques de Belgique à Herstal est élu à l'automne 1940 à la tête du Comité de son entreprise. Il y mène une action courageuse dans la défense des intérêts des travailleurs qui souffrent durement de la pénurie en ce premier hiver de guerre. Accusé d'avoir tenu des discours anti-allemands et d'avoir excité les ouvriers à la grève, il est arrêté le 17 décembre 1940 et est condamné à 3 ans et 6 mois de prison. (26)

Des comités de femmes de prisonniers s'organisent

Marie Nadin, d'Herstal, membre du P.C., femme de prisonnier de guerre prépare avec Suzanne Grégoire, la manifestation qui aura lieu à Liège le 18 avril 1941 pour la libération des prisonniers wallons. Des milliers de femmes y prennent part. Elle conduit la délégation à la Kommandantur et est reçue par le major Keim. (27)

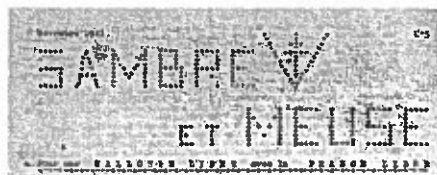
DES LIÉGEOIS SE REGROUPENT CONTRE L'OCCUPANT

Quelques militants issus de mouvements antifascistes et anti-neutralistes d'Avant-guerre se retrouvent dans les premiers mois de l'occupation avec la volonté de ne pas accepter la défaite et s'organisent pour lutter contre l'occupant. La bataille d'Angleterre de septembre 1940 et l'annulation par Hitler de l'opération "Otaria" développent le sentiment anglophile dans la population belge.

Les communistes, tout en maintenant le slogan "Ni Londres ni Berlin" contre la guerre impérialiste, tiennent compte, dès janvier 1941, de ce sentiment anglophile pour réaliser leur projet de front populaire regroupant toutes les couches de la population.

La contre-manifestation du 5 janvier 1941 à l'occasion du meeting de Degrelle à Coronmeuse est la première occasion de l'expression d'un front contre l'occupant.

Un mois avant l'opération "Barbarossa" contre l'U.R.S.S., l'ennemi, conscient du danger intérieur que représentent communistes, syndicalistes et antifascistes, fait dresser par les autorités belges un relevé de tous les suspects.



Détail du journal. (28)

R. A. F.
c'est
du
V
P A I N
et la
LIBERTÉ

Tract anglophile. (29)



Tract du P.C. (30)

LES GROUPES WALLONS

Dès l'été 1940 s'organisent à Liège trois groupes wallons de résistance autour de Eugène Duchesne, Victor Van Michel et Fernand Schreurs. Ces deux derniers constituent en octobre 1940 Sambre et Meuse. Charles Joniaux, Henri Faniel, Joseph Brisbois, Joseph Colard, anciens de la Concentration wallonne et de l'Association wallonne du personnel de l'Etat, se rassemblent autour d'Eugène Duchesne pour former le groupe W. En avril 1941, naît de la fusion des groupes Sambre et Meuse et W, la section liégeoise de la Wallonie libre qu'Eugène Duchesne représentera au Front wallon.

LES ANGLOPHILES

En Belgique occupée, à cause de la résistance anglaise, se développe peu à peu un sentiment pro-britannique qui aboutit à l'éclosion de graffiti V.R.A.F. À Liège, quatre anciens collaborateurs du journal libéral d'Avant-guerre *La Meuse* Robert Dony, Adelin Husson, Jacques Thiriard et Adelin Dumoulin fondent dès octobre 1940 le Cercle des Anglophiles. En janvier 1941, Adelin Husson fonde avec Joseph Goffin le clandestin *Churchill Gazette*.

LE PARTI COMMUNISTE

C'est sous les signes mobilisateurs du V des Anglophiles et du perron liégeois que le P.C. appelle à l'union des travailleurs.

LES INTELLECTUELS ANTIFASCISTES

D'octobre 1940 à mai 1941, un hebdomadaire intellectuel communiste sous les titres successifs : *Émissions radiophoniques*, *L'Espoir* et *Temps nouveaux*, soutient la formation d'un front antifasciste.

"La grande concentration rexiste du 5 janvier a eu lieu. (...) Nous devons faire le point sous l'angle de la résistance à l'instauration du fascisme belge (...). Spontanément des citoyens venus de tous les coins de l'opinion, ont fait front et ont tenu à manifester publiquement, malgré les dangers de pareille entreprise leur réprobation et leur dégoût pour un chef de bande qui n'hésite pas à crier Heil Hitler ! (...)

Le peuple de Liège n'est pas mûr pour l'oppression. Il sait se lever pour crier : Échec au fascisme."

Émissions radiophoniques. (31)



Tract du P.C.. (32)

LE FRONT WALLON

POUR LA LIBÉRATION DU PAYS

Le Front wallon pour la Libération du Pays réunit des hommes qui, avant la guerre, ont appris à se connaître et à lutter ensemble dans les mouvements wallons, dans les syndicats d'enseignants de gauche et dans les comités antifascistes.

Il est fondé, en août 1941, à la Taverne Piette, rue des Guillemins à Liège, à l'initiative de Théo Dejacé représentant les Intellectuels antifascistes que rejoignent Jacques Thiriard pour les Anglophiles et Eugène Duchesne de Wallonie libre.

Ils créent le journal *La Meuse* et appellent au regroupement des mouvements de résistance.

À Verviers, à Visé, à Huy, à Arlon et à Charleroi, des patriotes se rassemblent autour du programme du Front wallon.

Dans la poursuite du regroupement de toutes les forces de résistance du pays, la question de l'adhésion au Front de l'Indépendance est posée, dès mars 1942, au Front wallon. Il lutte pour conserver son autonomie mais doit, en septembre 1942, s'effacer devant le F.I.

LES FONDATEURS DU F.W.

Théo DEJACÉ (1906-1989) matricule I1

Au Front wallon, il est remplacé au début de 1942 par Ernest Burnelle C2 et puis en juillet 1942 par Jenny Dumont C3. (34)

Eugène DUCHESNE (1901-1966) matricule W1

En juillet 1940, il forme le Groupe W avec d'anciens militants de Concentration wallonne et de l'Association wallonne du personnel de l'Etat.

En avril 1941, le groupe W et le groupe Sambre et Meuse, issu de l'Action wallonne constituent la section liégeoise de Wallonie libre que représente Eugène DUCHESNE au Front wallon. (35)

Jacques THIRIARD matricule A1

remplacé en septembre 1941 par

Adelin HUSSON (1899-1944) matricule A2

Fondateur dès octobre 1940 du Cercle des Anglophiles et en janvier 1941 de *Churchill gazette*. Il est également membre de services de renseignements. Il remplace Jacques THIRIARD en septembre 1941 au Front wallon. (36)

Rodolphe GILLET (1897-1980) matricule I2

Militant et écrivain antifasciste. Dès avant 1940, s'occupe des Amis de l'Union soviétique, de l'aide à l'Espagne républicaine, du C.V.I.A. et du R.U.P. (37)

ÉLARGISSEMENT DU F.W.

-En novembre 1941, Solidarité, organisme d'aide aux victimes de l'occupant, rejoint le Front wallon; il y est représenté par Iris Fays. Sur proposition d'Eugène Duchesne, il s'appelle Solidarité, Croix-rouge du F.W..

-Le journal *L'Express*, n°1, de novembre 1941, "ayant pris connaissance de tous les articles du mouvement, sollicite son admission au Front Wallon pour la Libération du Pays."

-En décembre 1941 naît le mouvement clandestin **Les combattants de 14-18 et 40 du Front Wallon pour la Libération du Pays.**

"Créons partout des groupes du Front Wallon."

"Patriotes wallons, tout de suite à l'action! Organisons le FRONT WALLON dans chaque commune, chaque rue, chaque usine, chaque école, chaque bureau!" (38)

L'AVENIR DU F.W.

Du Front Wallon (...)

"...le Front Wallon sera une excellente force de masse contre les troupes de choc réactionnaires..."

- il faudra lier l'organisation du Front wallon dans les communes aux comités de lutte syndicale dans les entreprises...

- le Parti devrait faire un gros effort pour l'extension du Front wallon (déjà organisé dans les provinces de Liège et de Luxembourg) à toute la Wallonie." (39)

(...) au Front de l'Indépendance (...)

"Je crois qu'il est important et urgent :

1. que nous marquions nettement notre position à l'égard du peuple flamand en nous inspirant du programme F.W.

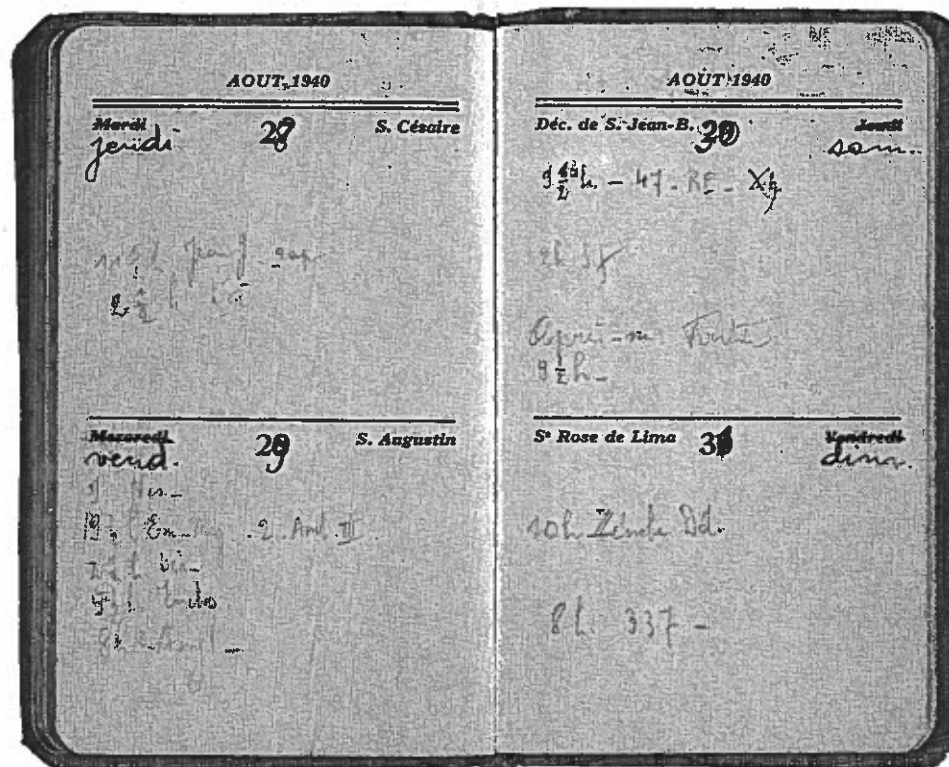
2. que nous popularisons la lutte que le peuple flamand mène en ce moment contre l'occupant et ses valets.

3. que nous essayions dès à présent d'entrer en contact avec des mouvements flamands et belges poursuivant le même but que le F.W.." (40)

(...) sans la Wallonie libre.

"... je marquai l'accord du F.W. pour travailler avec le F.I. dans la Résistance à l'occupant (...) mais il ne nous était pas possible de nous placer sous les ordres du F.I. et de devenir section de celui-ci (...).

Le F.I. se substitua au F.W. dans la plupart des localités wallonnes (...). (41)



Agenda de Théo Dejacé, 1941. C'est au 337, rue du Moulin, à Bressoux, où habite Adelin Husson que se réunissent dès le mois d'août 1941, les fondateurs du Front wallon. (33)

LA MEUSE

ORGANE DU FRONT WALLON,
HISTOIRE D'UN JOURNAL
CLANDESTIN

La Meuse a été le journal clandestin de la première concentration antihitlérienne dans la région de Liège.

Mensuel du Front wallon d'octobre 1941 à novembre 1942, elle entre alors dans une période difficile, au cours de laquelle on ne trouve pas trace de publication : c'est le temps où, d'organe du Front wallon, elle devient, en octobre 1942, le journal d'une section du Front de l'Indépendance.

La Meuse reparait en septembre 1943 en tant qu'organe de la Fédération liégeoise

du Front de l'Indépendance.

De la tendance wallonne qui le marque fortement à ses débuts, le journal exprime désormais le programme belge unitaire qui est celui du F.I..

Malgré l'arrestation et l'exécution de ses premiers imprimeurs, malgré le passage du F.W. au F.I., *La Meuse*, à travers les perturbations de son mode d'impression, les modifications du sous-titre, les interruptions de sa parution, renaît toujours par la volonté de militants intellectuels liégeois antifascistes : Paul Jacques, Paul Michot, Albert Schlag.



Bandeaux du journal *La Meuse*, d'octobre 1941 et de septembre 1943. (42)

LE TIRAGE DE LA MEUSE

La Meuse imprimée par Martin Gyselaer est tirée en octobre 1941 à 2500 exemplaires pour atteindre un tirage de 28000 exemplaires au cours des premiers mois de 1942. Il retombe à environ 10000 lorsqu'elle est stencillée en 1943 pour exploser à 50000 exemplaires lors du tirage, imprimé mais toujours clandestin, de la Libération.

LES IMPRIMEURS

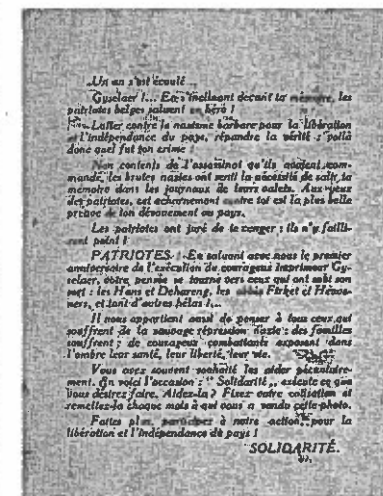
À la suite de l'arrestation de Martin Gyselaer et de sa femme en avril 1942 et puis de celle de Marcel Ferauche en juin de la même année, *La Meuse* est le plus souvent stencillée et ronéotypée par les soins de Jenny Dumont et puis d'Hermine Jacques-Sartoz avant que Georges Delgoffe alias Henri Haichamps n'en assure l'impression de mai à septembre 1944.



L'ÉQUIPE RÉDACTIONNELLE

D'octobre 1941 à septembre 1942, *La Meuse* est rédigée par l'équipe fondatrice du Front wallon. Gérard Hennau, anglophile, Gaston Laboulle, intellectuel antifasciste, Fernand Schreurs et Hyacinthe Brabant, de Wallonie libre, se réunissent chez Charles Joniaux, (W2), rue de Fétille, n°116 à Liège jusqu'à son arrestation par la Gestapo, le 22 avril 1942.

Après l'arrestation de Paul Jacques en mars 1943, Paul Michot puis Albert Schlag reprennent la direction de *La Meuse* de septembre 1943 à septembre 1944. Jules Bosmant, Jean Constant, Marcel Delvigne, René Klutz, Gaston Laboulle, Georges Linze, Joseph Paquay collaborent à la rédaction du journal.



Paul Michot dirige *La Meuse* de septembre 1943 à juin 1944. (43)

LES COMPOSANTES DU F.I.

Après son assemblée constitutive réunie en mars 1942 à laquelle participait le liégeois Joseph Brisbois, délégué du Front wallon, le Front de l'Indépendance dans le but de constituer un front unique contre l'occupant va absorber en septembre 1942 le Front Wallon.

Ce Front unique doit sa structure au Parti Communiste, le seul parti adhérent officiellement au F.I.

Il se veut l'organisation de tous les patriotes dans la lutte pour la libération du pays : ouvert à des personnalités politiques d'horizons différents, à des mouvements de résistance et à des journaux clandestins de diverses tendances, il développe des organisations de résistance à objectifs déterminés axés sur le soulèvement national.

"Il a ainsi réalisé le rassemblement le plus large des forces patriotiques et a pu coordonner en peu de temps les mots d'ordre susceptibles d'être agréés par les Belges de toutes opinions".

Dès mai 1943, le F.I. est représenté à Londres par le Docteur Marteaux et est reconnu par le gouvernement belge.



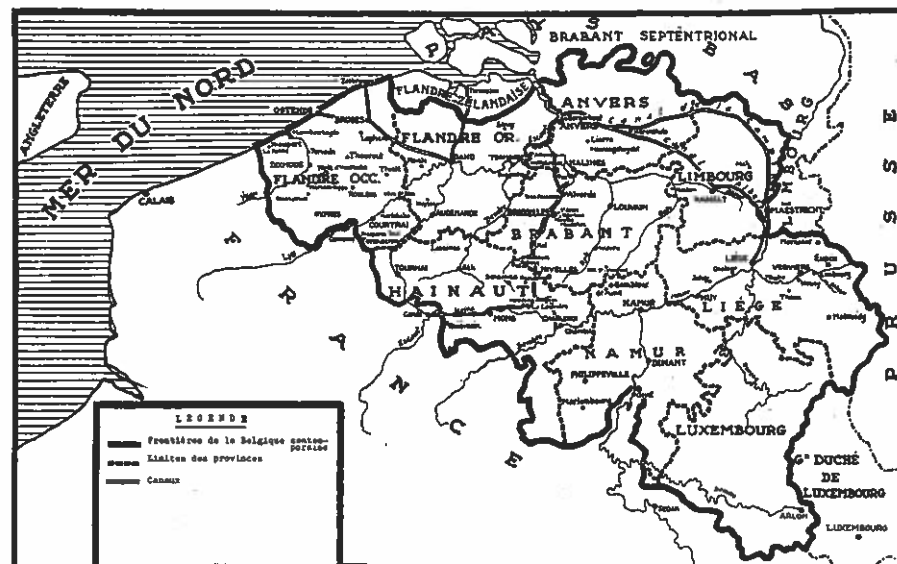
Première page du numéro un de Front. (44)



Groupe de dirigeants liégeois du Front de l'Indépendance après la Libération. (45)

HORS DU PAYS L'OCCUPANT ! HÂTER LE SOULÈVEMENT NATIONAL

En vue de préparer le soulèvement national, les Comités du F.I. soutiennent particulièrement l'action de la presse clandestine et de Solidarité et encouragent le recrutement des forces de combat.



P.C. Parti communiste.
R.N.J. Rassemblement national de la jeunesse.
C.D.J. Comité de défense des Juifs.
D.P. Défense paysanne.
C.L.S. Comités de lutte syndicale.
A.U.S. Amis de l'Union soviétique.
P.A. Partisans armés.
M.P. Milices patriotiques.
Presse clandestine, organe F.I.
Solidarité Croix-Rouge, F.I.

Organisation des femmes.
Groupe Alerte.
L.O.M.O. Leeraarsbond officieel middelbaar onderwijs.
Enseignement libre.
Justice libre.
Médecine libre.
Sport libre.
Wallonie indépendante.
Wallonie libre.

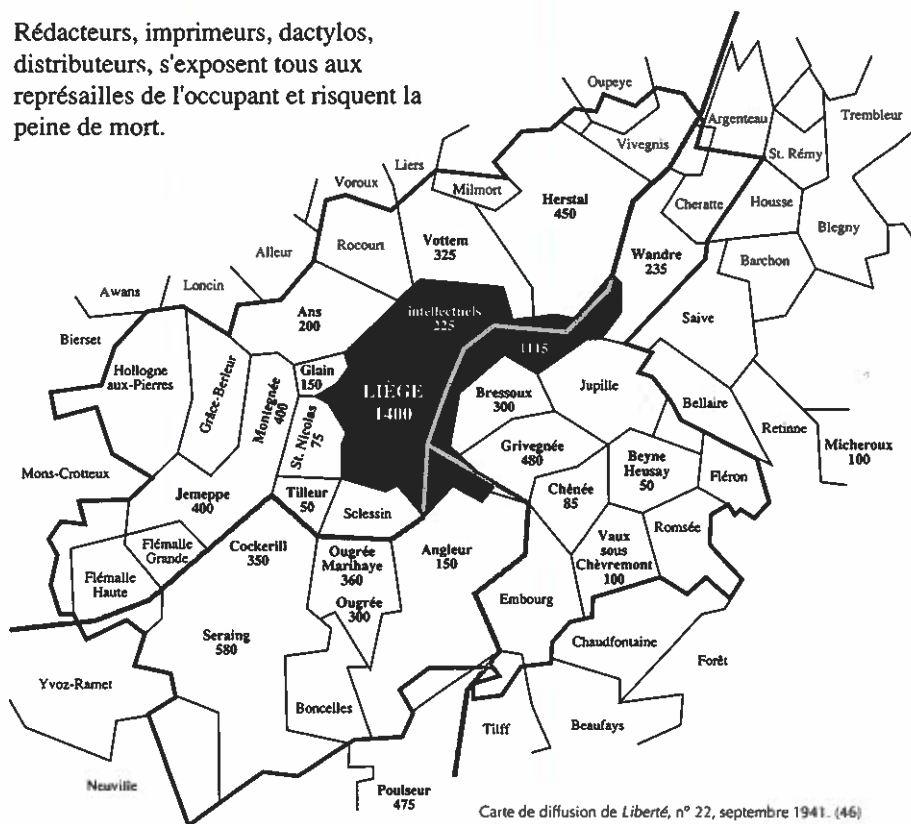
LES APPAREILS DE PRESSE

Parmi les journaux régionaux à grande diffusion, on constate que les ronéotypés comme *Churchill Gazette* et *La Libre Belgique* atteignent un tirage moyen de 2500 à 3500 exemplaires tandis que les imprimés, tels *Liberté*, *Le Monde du Travail*, *La Meuse* tirent en moyenne de 5000 à 18000 exemplaires, avec des pointes pouvant atteindre 35000 pour *Le Monde du Travail*.

Rédacteurs, imprimeurs, dactylos, distributeurs, s'exposent tous aux représailles de l'occupant et risquent la peine de mort.

C'est la presse communiste particulièrement riche et bien organisée dans la région liégeoise qui nous sert d'exemple pour reconstituer le schéma de l'appareil de presse.

Il se subdivise en trois secteurs très cloisonnés : la rédaction, l'édition, la diffusion.



RÉDACTION

En août 1941, le secrétariat du P.C. communique ses directives aux rédacteurs de son appareil régional de presse :

"Nous transmettrons dorénavant :

1. des conseils généraux pour la rédaction des journaux et des tracts.
2. des indications sur les sujets qu'il serait intéressant de traiter dans le prochain journal; des schémas d'articles.
3. les dernières informations qui nous sont parvenues sur les événements internationaux et intérieurs.

"- Pour les événements internationaux utiliser beaucoup plus largement le service "Radio-Moscou" qui leur est régulièrement transmis;

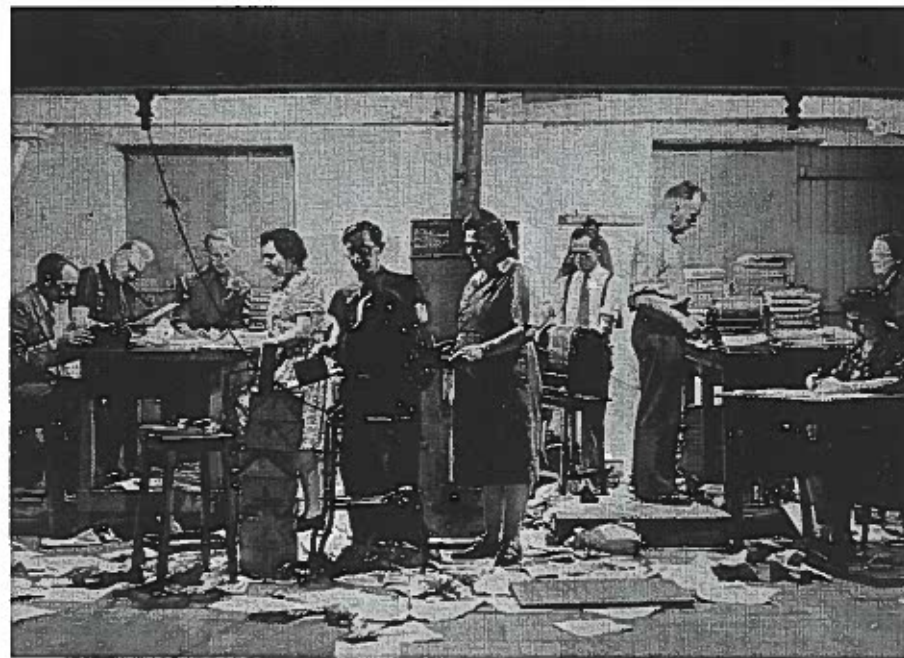
"Pour les événements intérieurs, que nos camarades transmettent toujours le plus vite possible tous les renseignements concernant résistance à l'occupant, grèves & (...) à la direction du parti afin de nous permettre d'utiliser immédiatement ces renseignements dans l'ensemble de notre presse" (...). (47)

ÉDITION

La répression s'abat particulièrement sur les imprimeurs. Au nombre des victimes, il faut citer Martin Gyselaer, qui imprime *La Meuse*, *Liberté*, *Le Drapeau Rouge*. À défaut d'imprimeurs professionnels, on recourt parfois à la reproduction ronéotypée. Anna et Ernest Stroobants ont stencilé des journaux communistes parmi lesquels *L'Étincelle*, *Liberté*, *Le Drapeau Rouge*, *L'Organisateur*...

DIFFUSION

Jean Derkenne, alias Maurice, organise la diffusion de la presse communiste (*Liberté*, *Radio Moscou*, *Le Drapeau Rouge*) en assurant le transport des journaux dans des dépôts et en veillant à leur distribution par courriers.



L'équipe clandestine liégeoise de *La Libre Belgique* au travail. (48)

SOLIDARITÉ CROIX-ROUGE DU F.I.

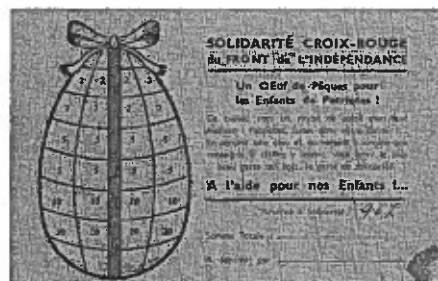
SES ACTIVITÉS

Solidarité est un secteur capital du F.I. Outre le service d'intendance, il assure la survie des illégaux. La solidarité est une pratique ancienne du parti ouvrier et du parti communiste. Très tôt, il faut trouver des fonds pour venir en aide aux victimes de la répression ennemie et à leur famille, quelles que soient leurs opinions politiques ou religieuses. Les grèves de mai 1941 et les rafles de *Sonnevende* renforcent l'idée de créer un service organisé et efficace.

Les premières cellules de "S" se forment à Liège, fin mai 1940. Elles se multiplient rapidement et s'organisent en secteurs locaux et régionaux chapeautés par un secrétariat national. À l'automne 1941, "S" s'intègre au jeune Front wallon et prend le nom de Solidarité Croix-Rouge du Front wallon et, plus tard, du F.I. L'aide pratiquée par "S" ne se limite pas aux seuls sympathisants du F.I. ou du P.C., toutes les victimes de l'occupant bénéficient d'une assistance en nature ou en espèces. D'autre part, des mouvements comme le Fonds Solidarité R. Delbrouck-G. Truffaut, du côté socialiste et Soutien Churchill, autour de *Churchill Gazette*, poursuivent les mêmes objectifs.



Papillon. (49)



Carte. (50)

LA PROPAGANDE

Sans propagande, pas de moyens d'actions! Qu'il s'agisse de tracts ou d'articles de presse, la propagande de Solidarité rappelle que l'effort de générosité demandé aux bons citoyens permettra de gagner plus rapidement la guerre. (51)

LES CADEAUX DE PÂQUES ET DE SAINT-NICOLAS

En cette période de restriction, il ne faut pas que les enfants des victimes de l'occupant se sentent plus démunis encore que les autres. Les risques pris par les membres de "S" sont compensés par la joie des enfants et de leurs parents.

LA VENTE DES JOURNAUX CLANDESTINS

Les journaux clandestins du F.I. publient la liste des dons au Fonds Solidarité. À leur tour, les collecteurs de "S" se chargent de la vente de la presse clandestine. (52)

LA COLLECTE DE VIVRES, DE VÊTEMENTS

Les prisonniers, les emprisonnés, les illégaux et leur famille ont besoin d'une aide matérielle. Les responsables de "S" rappellent souvent que "débarrassés du souci de leurs proches, les illégaux se consacrent mieux à la lutte antinazie". Les comptes et les inventaires sont très minutieux. (53)

AIDE AUX ILLÉGAUX ET AUX RÉFRACTAIRES AU SERVICE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE

L'administration allemande supervise toute la distribution de vivres et de vêtements par le biais du Service de Ravitaillement. On ne peut rien se procurer sans timbres. "S" assure la subsistance de tous les illégaux.

BARÈME DES SECOURS DE "S"

Croix-Rouge du F.I.

applicable à partir de janvier 43

800 francs par illégal
800 francs par conjoint d'illégal, de détenu politique ou de victime
400 francs pour un enfant
600 francs pour deux enfants
800 francs pour trois enfants
1000 francs pour quatre enfants... par mois. (54)

L'AIDE AUX PRISONNIERS RUSSES

Des prisonniers russes sont déportés et employés dans les charbonnages belges. Nombreux sont ceux qui désertent les camps d'internement et s'engagent chez les partisans. "S" de Liège parvient même à se procurer une machine à écrire à caractères cyrilliques et édite *Solidarnost* à l'intention des prisonniers soviétiques. (55)



SOLIDARITÉ CROIX-ROUGE DU F.I.

LA COLLECTE DE FONDS

"S" collecte vivres, vêtements, timbres de ravitaillement, armes et munitions... mais c'est surtout d'argent dont on a besoin. Il faut engager la population à donner et lui apporter la preuve que les dons sont bien destinés à "S".

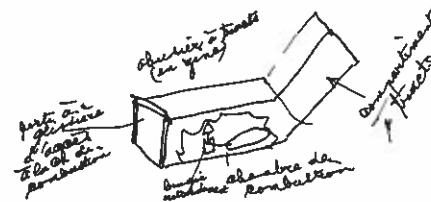
Le système le plus simple est celui de la vente de timbres de différentes valeurs ou de photos patriotiques. Plus les besoins deviennent importants, plus on déploie des trésors d'imagination pour collecter. Les risques deviennent ainsi de plus en plus grands.

La réalisation des dossiers sur "le sabordage de la flotte française" et "De l'actualité en vrac" n'est pas une entreprise simple. Plus risquée encore, la dispersion de tracts pour la Saint-Nicolas de 1943 au centre de Liège.

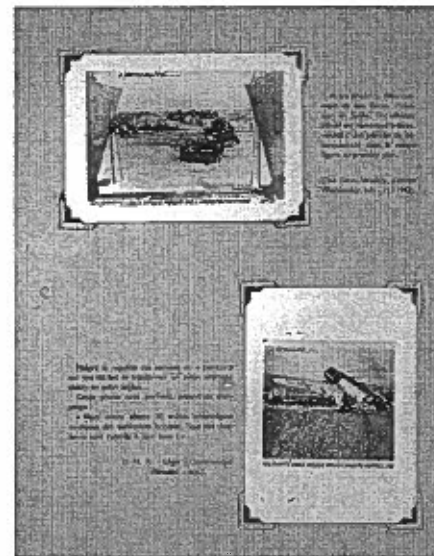
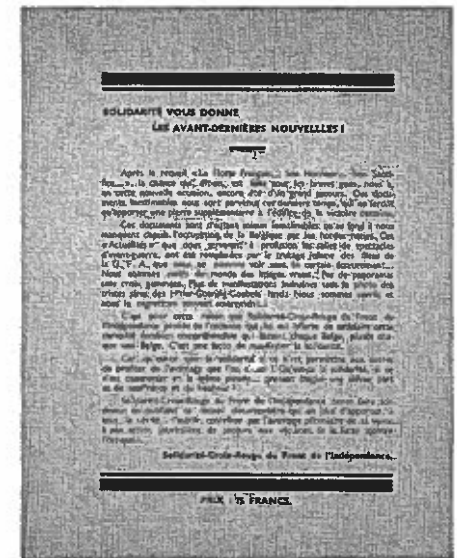
La plus grosse partie des fonds provient des réquisitions des partisans. Après la guerre, "S" continue son activité en l'étendant aux victimes des injustices sociales.



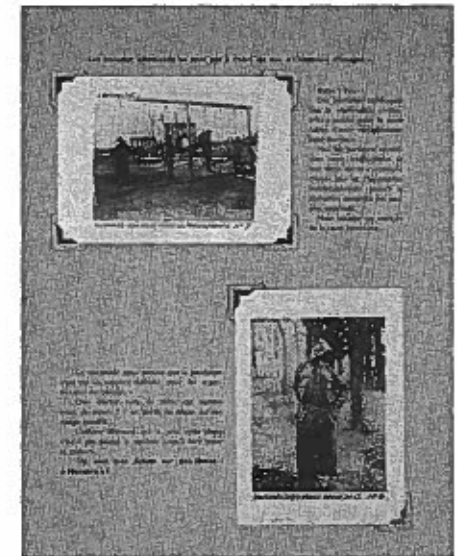
Carnet de timbres vendu au profit de Solidarité du F.W. (56)



Obusier à tracts pour la Saint-Nicolas 1943. (57)



Détail d'un dossier d'actualité
vendu au profit de Solidarité F.I.



LA GRÈVE DES 100.000

L'ESPRIT DE LUTTE RETROUVÉ !

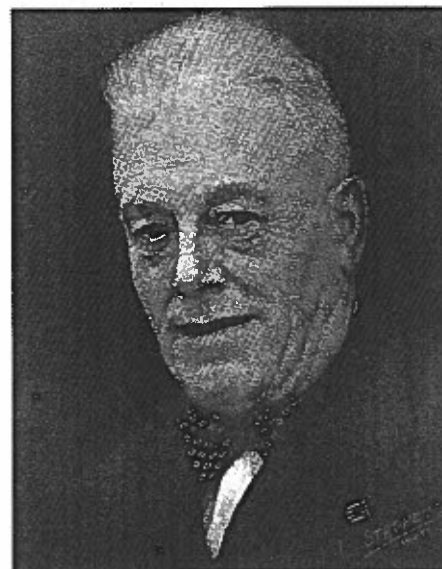
Dans sa quasi-totalité, la classe ouvrière s'oppose à la création de l'U.T.M.I., mais le choc psychologique produit, l'absence des militants aux armées et la démoralisation qui fait suite à l'occupation réduisent beaucoup la capacité d'initiative prolétarienne.

Pourtant, dès l'automne 1940 certains recherchent de nouvelles formes d'action.

L'hiver 1940-1941, particulièrement pénible, accroît les difficultés d'un ravitaillement insuffisant. Des grèves revendicatrices, courtes et limitées à certains puits, éclatent alors.

Du 8 au 17 mai la grève se généralise à tout le bassin industriel et contraint l'occupant à des concessions.

L'esprit et les moyens de lutte syndicale se reconstituent, à l'image des grèves de 1932 et de 1936. S'y ajoutent, dès juin, la volonté et la conscience de hâter la défaite du nazisme par le sabotage d'une économie qui produit surtout pour la guerre.



Julien Lahaut (1884-1950), un des principaux acteurs de la grève, conseiller communal communiste de la ville de Seraing. Pour soutenir les revendications ouvrières, une délégation sérésienne, représentant les industriels, les ouvriers et le conseil communal a été reçue par le secrétaire général à l'agriculture, M. De Winter, le 13 mai 1941.

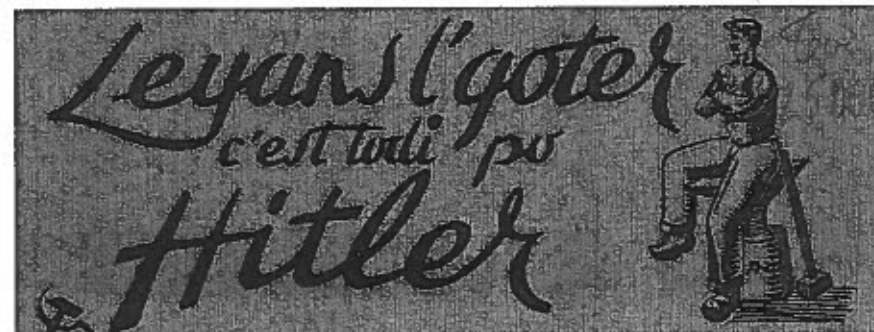
Julien Lahaut y représentait le conseil communal. Au retour de la délégation, il présente à 20h la relation de l'entretien. La réunion sera interrompue sur l'ordre de l'autorité allemande qui commande la dispersion de l'auditoire. D'après le compte rendu de la séance du Conseil communal de Seraing du 13 mai 1941. (58)

ENQUÊTE SUR LES BRIQUETS DE 55 MINEURS EN TAILLE (DU GOSSON 2) FÉVRIER 1941

Il résulte des constatations faites que :

2 ouvriers n'avaient rien du tout à manger,
1 ouvrier avait 2-3 carottes seulement,
7 ouvriers n'avaient que du pain sec,
5 ouvriers avaient du pain sec avec une pomme ou une carotte,
1 ouvrier avait du pain sec avec quelques morceaux de sucre,
14 ouvriers avaient 2 tranches de pain avec du sirop, de la confiture ou du miel,
11 ouvriers avaient 3 tranches de pain avec du sirop

ou de la confiture,
2 ouvriers avaient 1 tranche de pain avec de la margarine,
3 ouvriers avaient 3 tranches de pain avec de la margarine,
3 ouvriers avaient 3 tranches de pain avec de la cassonade,
2 ouvriers avaient 2 tranches de pain avec du beurre,
2 ouvriers avaient 4 tranches de pain avec du beurre,
2 ouvriers avaient 1 ou 2 tranches de pain avec du sucre et 1 morceau de viande. (59)



Tract du P.C. liégeois. (60)

LA GRÈVE DES 100.000 AU JOUR LE JOUR

JEUDI 8

Puits Collard et autres charbonnages. Seraing

SAMEDI 10

Cockerill. Seraing
Charbonnage Champ-d'oiseau. Mons-Crotteux
Espérance-Longdoz. Jemeppe

LUNDI 12

Phénix Works. Flémalle
Ougrée-Marhaye. Ougrée
Ateliers de la Meuse. Sclessin
Tous les charbonnages de Seraing, Jemeppe, Flémalle et ceux de Gérard Cloes. Vottem et la Tonne. Ans
Les ouvriers communaux de Seraing et de Montegnée.
Ateliers Jaspard et Boulonnerie du Haut-pré. Liège

MARDI 13

Tous les charbonnages de Herstal, du Pays de Herve
Athus-Angleur. Tilleur
Métallurgique de et à Prayon
Laminiers de l'Ourthe et Ateliers Raskin. Angleur
Espérance-Longdoz, Linière Saint-Léonard. Liège

C.E.B. et Saroléa. Herstal

MERCREDI 14

Englebert et Van Zuylen. Liège
Laminiers de Colonster. Angleur
Tous les ateliers de Herstal & Jupille
Impéria. Nessonvaux
Val Saint-Lambert. Seraing
Vieille-Montagne. Hollogne-aux-Pierres

JEUDI 15

Tramways vicinaux et Conduites d'eau. Liège
Tous les ateliers de Chênée
Les carrières de l'Ourthe-Amblée
Savonneries Embois, Tabacs Jubilé et Taf,
Ateliers Téco. Liège

VENDREDI 16

Métallurgistes de Huy et Verviers
Agitations et délégation ouvrière à la F.N.

SAMEDI 17 à 11 heures :

Convocation à la Commandantur de tous les délégués ouvriers et patronaux... (61)

AU SERVICE DE L'ACTION

Au moins 24 journaux d'entreprise recensés dans la région Liège, Ourthe et Amblève -auxquels s'ajoutent les titres proches de l'ancienne C.G.T.B.- constituent la trace la plus facilement repérable de l'engagement ouvrier contre l'ennemi sur le lieu du travail. Quelques-uns (mineurs, carriers, fonctionnaires) atteignent même une diffusion régionale.

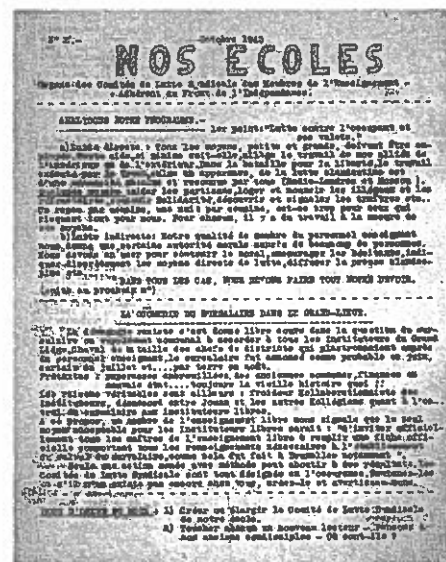
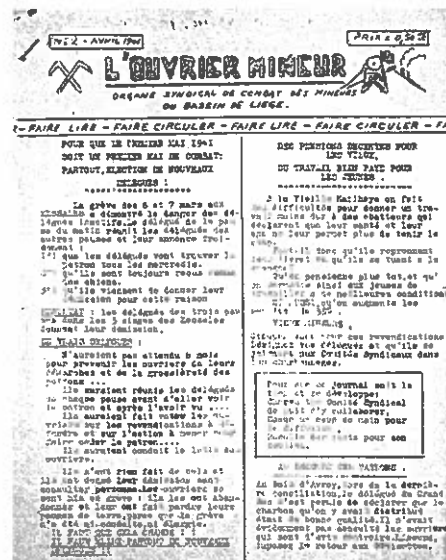
Ces feuilles modestes, tirées de quelques dizaines à près d'un millier d'exemplaires sont relayées par des tracts, des autocollants et des chaulages. Elles sont un moyen de communication puissant. Vers l'intérieur, elles soutiennent le moral de la masse, y font pénétrer les mots d'ordre C.L.S. et F.I. et organisent l'action; vers l'extérieur, elles reflètent l'état d'esprit et les combats des travailleurs auprès des organes dirigeants.

Un groupe de militants issus des Enseignants socialistes forme le noyau rédactionnel de cette presse dès le printemps 1941. Plusieurs d'entre eux deviennent ensuite des cadres C.L.S. régionaux, comme Juliette Franquet au Borinage, René Klutz à Huy-Waremme ou nationaux, comme Théo Dejace.

UNE PRESSE SE RECONSTITUE À PARTIR DU PRINTEMPS 1941



UNE PRESSE À DIFFUSION RÉGIONALE ET SECTORIELLE SE DÉVELOPPE



VERS L'UNITÉ

LES COMITÉS DE LUTTE SYNDICALE

Après le Comité central de janvier 1941, les communistes appellent les travailleurs à constituer des comités d'usine combattifs mais clandestins. Des comités de lutte syndicale (C.L.S.) naissent dans les ateliers, les usines, les carrières, les charbonnages et les administrations publiques. Ils sont affiliés au F.I.

Les C.L.S. sont tout à la fois l'organe de combat adapté aux conditions d'occupation fasciste et le creuset d'une unité syndicale nouvelle.

Dès 1943, les C.L.S. liégeois se regroupent en Intersyndicale, tandis que C.L.S. métallistes et militants renardistes se fondent en un Mouvement métallurgiste unifié.

À la libération, la Centrale belge des syndicats uniques, issue des C.L.S. devient une des composantes de la F.G.T.B. Théo Dejae, son principal responsable devient secrétaire national, aux côtés d'André Renard, pour le Mouvement syndical unifié (M.S.U.) et Joseph Bondas pour la C.G.T.



(63)

QU'EST-CE QU'UN C.L.S. ?
"C'est un Comité secret formé de quelques meilleurs lutteurs et organisateurs de l'entreprise. Trois suffisent, en général, pour éviter les indiscrétions. Chacun des trois se met en rapport avec un homme de confiance qui fera passer secrètement dans sa division ou dans sa pause les mots d'ordre, les journaux, les tracts et le matériel de soutien du C.L.S.. Ce même homme tiendra le C.L.S. au courant de tout ce qui se passe dans sa division ou dans sa pause et lui rendra les fonds qu'il aura récoltés (...)"

QUI PEUT ÊTRE MEMBRE DU C.L.S. ?

"La réponse est claire, tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses. Seuls sont exclus évidemment les fascistes. Les ouvriers sans parti doivent également être groupés (...)" (64)

POURQUOI UN C.L.S. ?
"Ouvriers mineurs du bassin de Liège!
Par la voix de vos délégués, vous avez refusé d'augmenter vos heures de travail tout comme vos frères des autres bassins miniers (...)
Tenez-vous prêts pour la riposte!
Vous pèserez de toute votre force sur l'occupant et les patrons si vous avez organisé le combat.
Un comité de défense syndicale doit être constitué dans chaque puits avec les meilleurs lutteurs de chaque pose, en dehors de toute idée de parti (...)
Dès qu'ils sont constitués, ils envoient aux patrons et aux délégués syndicaux une lettre ouverte signée "Le Comité de défense syndicale de tel puits..." et portent votre cahier de revendications". (65)

QUE PEUT UN C.L.S. ?
"Cheminots belges,
Pour éviter d'être déportés,
Pour gagner plus et mieux manger,
Pour faire respecter les huit heures de travail,
Pour mettre au pas les dirigeants Kollaborateurs de la S.N.C.B. et ne pas nous laisser diviser par eux,
Pour libérer le pays de la peste hitlérienne, (...)
Sauvons-nous et hâtons la chute de Hitler en agissant sans arrêt, en organisant nos C.L.S., nos COMITÉS DE LUTTE SYNDICALE CONTRE LA DÉPORTATION en soutenant les efforts du COMITÉ NATIONAL DE LUTTE SYNDICALE des cheminots. Nous hâterons ainsi l'éclosion de l'organisation syndicale unique tant souhaitée et que viennent de réaliser les métallurgistes du pays de Liège, à la barbe de l'organisation de l'U.T.M.I.
LE COMITÉ NATIONAL DE LUTTE SYNDICALE DES CHEMINOTS". (66)



Théo Dejae présentant son rapport à la conférence nationale des C.L.S., le 1er octobre 1944. (67)

LES PARTISANS

LA STRATÉGIE

La lutte armée contre l'occupant se développe selon trois axes principaux : désorganiser les communications de l'ennemi, saboter la production qui le sert et mettre hors d'état de nuire les traîtres et les collaborateurs.

Elle s'inscrit ainsi dans une stratégie européenne visant à soulager le front russe en affaiblissant la machine de guerre du Reich et en fixant le plus de troupes allemandes possible dans les pays occupés (Vercors, Dolomites, Bosnie, Moravie...).

La stratégie partisane naît donc dans l'usine et le charbonnage par le sabotage des installations et des produits; elle est relayée de plus en plus par l'action extérieure de groupes clandestins. La classe ouvrière et en son sein Italiens, Yougoslaves et Polonais, jouent un rôle fondamental, trop peu connu.

L'efficacité militaire est réelle et croissante, jusqu'aux opérations de l'été 1944. Elle coûte fort cher en sacrifices humains.

SABOTER LA PRODUCTION DE GUERRE!



Dynamitage d'une cabine à haute tension. (68)

DÉSORGANISER LES TRANSPORTS DE L'ENNEMI!



Le pont de Remouchamps après le plasticage du 8 août 1944. (69)

TRAQUER LES TRAÎTRES ET LES COLLABORATEURS! Riposter à l'ennemi!

"Concerne Dispas, agent belge de la Gestapo.

Hubert Fr. J. Dispas demeure villa *Mon Désir* rue d'Angleur à Tilff.

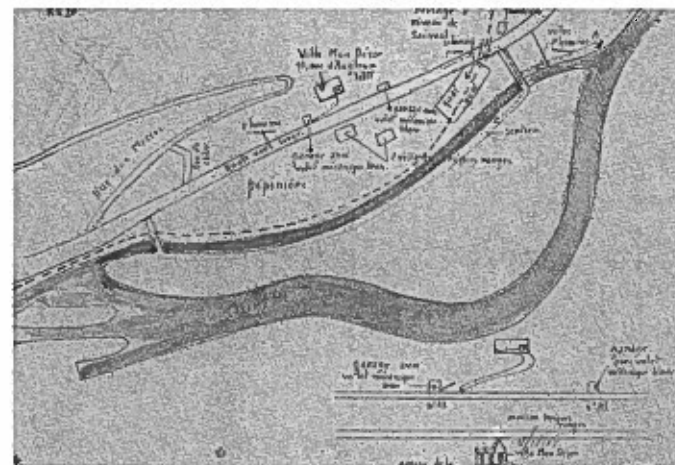
Hubert Dispas est né le 17 janvier 1923 à Borgerhout-lez-Anvers, il est blond tirant sur le roux, de taille moyenne, ondulé.

Il participe très fréquemment à des descentes de la Gestapo, que celles-ci aient été suscitées par lui ou non. Il ne cache pas qu'il fait partie de la Gestapo. Il s'en vante dans le train, montre sa médaille et sort son revolver.

"Plan d'action

Jusqu'il y a quelque temps, une voiture allemande venait chercher Dispas tous les jours, vers 6 ou 7 heures du matin, pour le conduire à son "travail". Actuellement sans doute par suite du manque d'essence, on ne vient plus le prendre. Il prend, à de rares exceptions près, le train de 7.05 à la petite gare de Sainval. Il y a très peu ou pas de monde à cette gare, et il fait encore relativement noir. Trois hommes sont nécessaires. Un homme attend Dispas afin de bien le repérer, entre sa maison et la rue du Chêne et le suit. Un second se trouve près du passage à niveau et du quai d'embarquement de la petite gare. À eux deux, quand Dispas est arrivé près du quai, lui font son affaire, un troisième garde les vélos derrière le jardin du café Grosjean à quelques mètres. De là il y a moyen de fuir, soit vers Liège en longeant l'Ourthe, soit vers Tilff en longeant le canal.

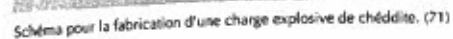
Plan en annexe." (70)



LES MOYENS DE L'ACTION

Sous l'autorité du chef de corps, les services de renseignements préparent les sabotages, les exécutions et la réception des rares parachutages de matériel venu de Londres.

L'ARMEMENT

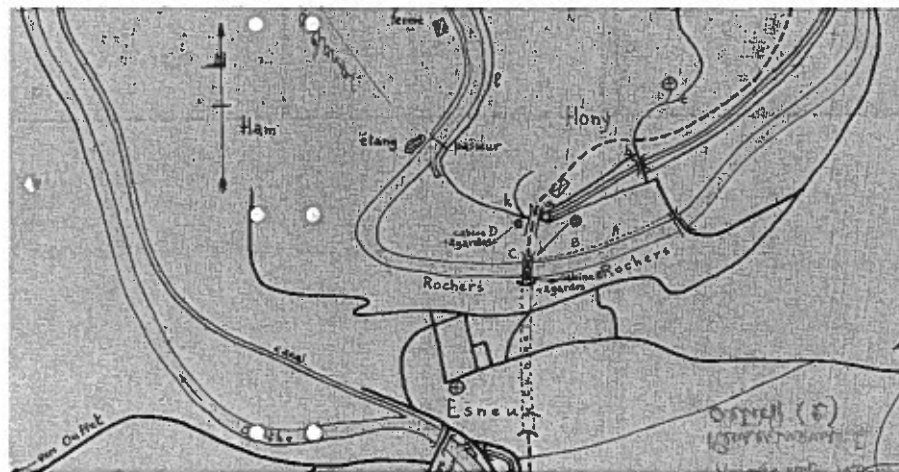


Les réquisitions d'argent, de papiers d'identité et de timbres de ravitaillement assurent la survie et la subsistance des P.A. et des autres clandestins du F.I.

"Pont Rail de Hony

GROUPE de LIÈGE.

Reverend
Grass. ~~and~~ ^{the}
Cord &



Notes, photo et plan manuscrit préparatoires au sabotage du pont de Hony. (72)

LES PARTISANS

LES STRUCTURES

Créés par le Parti communiste durant l'été 1941, les Partisans prennent appui sur les groupes de trois aux entreprises, que relaient des groupes extérieurs mobiles. Ils ont leur hiérarchie propre, calquée sur celle du Parti.

Les premières compagnies portent d'abord des noms illustres : Staline à Spa, Tchapaïev à Liège, puis ceux de camarades tombés à l'ennemi : Soupart, Rasquinet, Descy...

En 1942-1943, le passage au maquis devient systématique; les effectifs font plus que doubler. L'organisation renforce sa discipline et ses moyens d'action. Elle passe au stade du bataillon et ensuite du régiment.

Dès l'été 1943, une réelle structure militaire est donnée à cet embryon d'armée populaire de libération par Robert Lejour qui assure définitivement l'unité de commandement des quatre régiments du Corps et la coordination stratégique des opérations, en vue du soulèvement national libérateur.



LES COMMANDANTS SUCCESSIFS

JEAN DEHARENG (1907-1942)

Ouvrier d'usine, espérantiste et communiste.

Chargé en août 41 par Edgar Lalmand de diriger la lutte armée. Abattu le 28 avril 42. (74)

JEAN ROCH (1919-198)

Commandant d'avril 1942 à avril 1943.

LAMBERT TOMBALLE (1910-)

"HUBERT"

Commandant d'avril à juin 1943.

ROBERT LEJOUR (1905-1944)

"PEETERS"

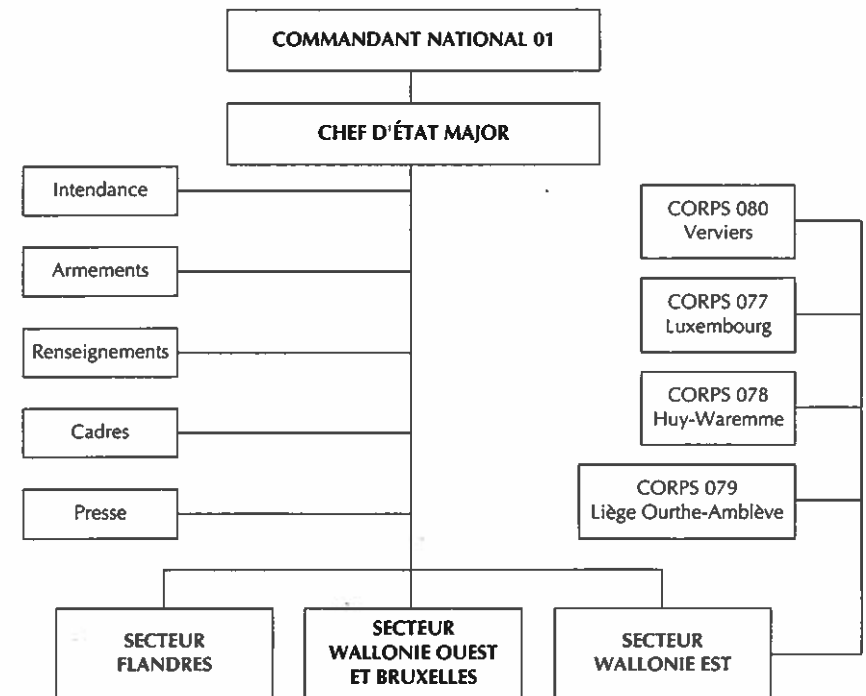
Avocat bruxellois, communiste, militant du S.R.I. Fondateur de Justice libre. Commandant depuis l'été 43 jusqu'à son arrestation le 31 mai 44. Abattu à la Citadelle le 31 août. (75)

JULES GUSBIN (1902-1983)

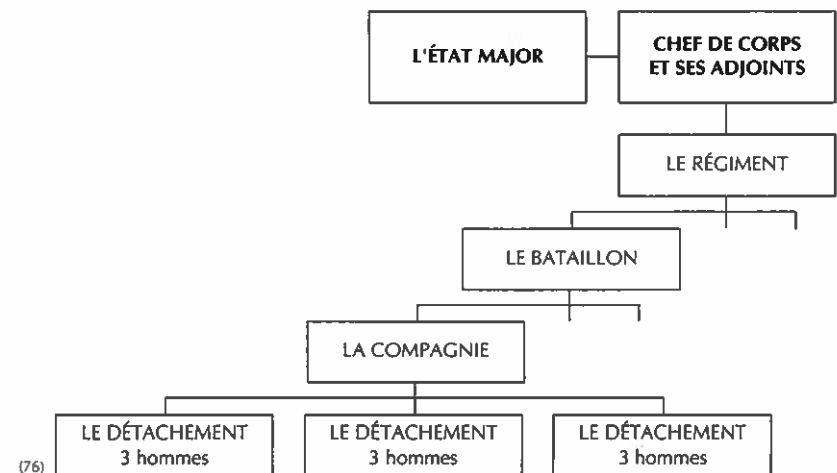
"VALERE"

Commandant de juin 1944 à la Libération.

AU NIVEAU NATIONAL EN 1943-1944



AU NIVEAU D'UN CORPS EN 1943-1944



LE R.N.J.

Le Rassemblement national de la Jeunesse, créé en 1941, veut réunir le plus grand nombre possible de jeunes, sans distinction de convictions, de partis, de classes, wallons ou flamands, en vue de combattre l'occupant et les partisans de l'Ordre Nouveau. Son organisation repose sur un comité national et des sections locales.

Désireux d'associer étroitement les jeunes catholiques au mouvement, les fondateurs ont, sur le conseil de l'abbé Bolland, proposé la présidence à l'abbé Dieudonné Bourguignon; néanmoins c'est la Jeune Garde Socialiste (J.G.S.) qui a le rôle le plus actif. Après les rafles de 1943, le R.N.J. s'étiole et lorsque l'on veut reconstituer le mouvement en avril 1944, il semble que seule l'organisation liégeoise garde une réelle consistance.

Le R.N.J. a le mérite de diffuser l'esprit de résistance parmi les jeunes, principalement dans les écoles où les actions d'opposition à l'occupant sont souvent spontanées; en offrant la sécurité matérielle aux jeunes réfractaires, il les conforte dans leur volonté de se soustraire au Service du Travail Obligatoire.

Il constitue une pépinière de volontaires pour des actions à hauts risques telles que l'action armée, les sabotages, la propagande dans les entreprises...

DU MOUVEMENT ETUDIANT AU COMBAT PARTISAN : L'exemple de Jean Hansen.

Étudiant en médecine à l'Université de Liège, il y organise la résistance. Dès le 15 juin 1941, il rédige et imprime au domicile de ses parents à Seraing, une revue clandestine : *Les Cahiers rouges*, organe politique et littéraire des Étudiants socialistes unifiés. Dans le numéro 3 des *Cahiers rouges* de décembre 1941, un appel est lancé pour le regroupement des étudiants dans le R.N.J. en vue d'organiser le mouvement de Libération nationale. Dans sa lutte pour une société plus juste et plus libre, il s'engage chez les partisans où il devient commandant du premier bataillon de Liège. Arrêté par la Gestapo le 15 novembre 1943 avec deux camarades, il est fusillé à la citadelle de Liège le 11 janvier 1944. (77)



LA RESISTANCE DES ETUDIANTS LIEGEOIS

C'est avec un sentiment de réconfort que nous avons appris la résistance manifestée par l'Université Libre de Bruxelles, aux tentatives ouvertes ou sournoises de "nazifications". (...)

Après l'Ordre Nouveau, voici en effet l'Esprit Nouveau. Les journaux traduits tant en flamand qu'en français, s'accordent pour une fois à dire que l'une des tâches essentielles du corps professoral désormais assagi sera de "tourner des regards vers l'Est, de resserrer les liens avec la pensée germanique". (...)

Les membre de l'Université ont fait preuve au court des pourparlers d'une unité et d'une fermeté indiscutables; et notre illégal confrère "La Libre Belgique" a pu dire que c'était la première fois, au cours de cette guerre qu'un corps constitué résistait avec cette énergie. À Liège aussi, la Résistance s'affirme. Les milieux étudiants sont passés à l'action. Les étudiants libéraux, catholiques, socialistes et communistes appartenant à de nombreux établissements de Belgique sont entrés dans la voix de l'union et font partie du "Rassemblement National de la Jeunesse". Les Étudiants Socialistes Unifiés convient les étudiants du pays de Liège à former un front solide de résistance. (...) (78)

CONTRE LE SERVICE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE

Circulaire N°1

Camarades Luxembourgeois,

Contre les promesses les plus formelles, l'autorité occupante vient de prendre une mesure qui nous dicte définitivement notre devoir.

Le souvenir des indomptables "Chasseurs ardennais" nos frères, est à nouveau ravivé et nous indique le chemin. La jeunesse intellectuelle du Luxembourg ne doit pas hésiter une seconde à se placer à la pointe de la résistance. Confiants en votre patriotisme, nous donnons aux étudiants de "première" (eux seuls POUR L'INSTANT sont visés), les ordres suivants:

1. Plus personne au cours dès ce moment
2. Restez chez vous ou rentrez-y au plus tôt
3. Aidez vos camarades soit en les décidant à ne pas se présenter, soit en les aidant à se cacher.

Nous restons en contact permanent avec vous, Camarades, nous sommes sûrs de vous. Debout pour le Luxembourg et pour la Belgique.

Liège, le 16-3-1943. (79)



LES COMITÉS DE DÉFENSE PAYSANNE

La Corporation nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation (C.N.A.A.) est créée le 27 août 1940 par arrêté du Secrétaire général de l'Agriculture et du Ravitaillement. Cet organisme réglemente la production et la distribution des produits agricoles. Les paysans doivent lui payer une cotisation et sont passibles d'amendes en cas de dérogation à ses ordres.

Terre et Nation est le journal officiel de la Corporation. Des petits paysans souvent proches du Parti communiste et adversaires de la C.N.A.A., fondent des Comités de Défense paysanne. Un premier journal clandestin *Le Paysan* est distribué dès janvier 1941; il conseille aux paysans de se grouper pour résister aux ordres illégaux de la Corporation, de ne pas payer les cotisations, de ne pas fournir les produits de la ferme selon les ordres de réquisition, de ne pas cultiver les plantes recommandées, notamment le colza.

Très souvent les paysans affiliés aux Comités de Défense paysanne hébergent et cachent les illégaux et assurent leur ravitaillement. Ils sont particulièrement actifs dans la région Ourthe-Ambliève. À la fin de la guerre, ces Comités se transforment en Mouvement de Défense paysanne (M.D.P.), futur syndicat agricole.

LA C.N.A.A. ET SON JOURNAL *TERRE ET NATION* ENGAGENT LES PAYSANS À LA COLLABORATION

La C.N.A.A. impose des règles strictes et contraignantes. Les différents plans de culture ne laissent aucune liberté aux exploitants agricoles; ils prévoient les superficies de terre à ensemercer ainsi que les différentes plantes à cultiver. Les articles de *Terre et Nation* s'efforcent de justifier l'action de la Corporation.



Dessin de Jacobs. (80)

CONTRE LES MESURES PRO-NAZIES DE LA C.N.A.A., LES PAYSANS CONSTITUENT DES COMITÉS DE DÉFENSE PAYSANNE.

De nombreux journaux paysans clandestins sont édités; certains comme *Le Paysan* sont nationaux d'autres ont un caractère plus local. Ils ont un but commun : dénoncer l'action pernicieuse de la C.N.A.A. et empêcher toute exportation de produits belges vers l'Allemagne.



LOUVEIGNÉ : UNE VICTOIRE DES PAYSANS SUR LA C.N.A.A.

Parce qu'ils n'ont pas respecté les ordres de réquisition de la C.N.A.A., 121 paysans des environs de Louveigné sont contraints à payer une amende. Ils refusent de payer et citent la Corporation devant le tribunal de Louveigné.

Le 13 mars 1942, retenant les arguments de Paul Tschoffen leur avocat, le juge Paul Hanson rend un jugement qui déclare la C.N.A.A. illégale et anticonstitutionnelle.

Conscientes du danger que représente cette sentence, les autorités allemandes arrêtent le juge Hanson. Il meurt en déportation en avril 1944.



Stèle du juge Hanson. (81)

LES A.U.S.

L'association des Amis de l'Union Soviétique s'efforce, dès 1928, de susciter l'intérêt et la sympathie pour l'expérience de la Russie des Soviets.

L'U.R.S.S. des plans quinquennaux est alors perçue par une fraction non négligeable de la classe ouvrière et nombre d'intellectuels progressistes comme une alternative stimulante à la crise du capitalisme et au danger de guerre impérialiste. Et, lorsqu'après le 21 juin 1941, l'U.R.S.S. résiste à son tour à l'invasion allemande, l'espoir de la défaite de l'hitlérisme est lié, pour beaucoup à une victoire de l'Armée rouge.

D'avril 1941 à septembre 1944, 200 numéros de *Radio Moscou* démentent la vision de la guerre à l'Est proposée par les média nazifiés.

L'importante fédération liégeoise des A.U.S. reproduit environ 150 numéros de *Radio Moscou* et publie son organe régional, *Voici L'U.R.S.S.*, dès l'été 1943. Elle est animée par des antifascistes expérimentés, membres du Front Wallon dès les débuts.

Dès les années trente de nombreux voyages, récits et essais font connaître l'expérience soviétique comme un "Monde nouveau".
"(...) Notre voyage est réellement intéressant. Nous ne connaissons vraiment rien de ce qui se passe en U.R.S.S. J'aurai des choses éloquentes à dire à mon retour (...)." (82)



(83)

Monde nouveau.

La revue des A.U.S. est interdite par l'occupant en juillet 1940. Elle reparait, clandestine, dès l'automne 1941 sous le titre *U.R.S.S.*



Journal clandestin le plus édité avec 200 numéros. 150 sont reproduits par la fédération liégeoise, parfois avec une chronique originale.

Regroupé autour d'Albert Wolf et de Rodolphe Gillet, une petite équipe assure tous les stades de la reproduction de *Radio Moscou* puis, après les arrestations de l'été 1943, édite son propre périodique plus intégré dans la réalité régionale par des commentaires et chroniques originales, notamment sur l'aide aux prisonniers russes.



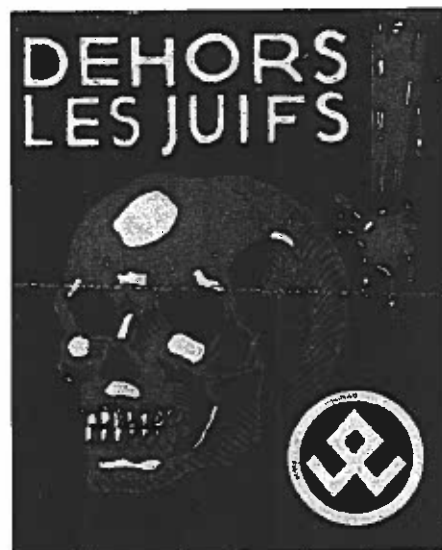
LE COMITÉ DE DÉFENSE DES JUIFS

D'octobre 1940 à septembre 1942, 18 ordonnances établissent un statut des Juifs de Belgique. Ces mesures visent à les isoler et à les exclure de la vie du pays.

À Liège, dès mai 1941, la presse clandestine s'inquiète du sort réservé aux Juifs. L'ordonnance du 1^{er} juin 1942 impose le port de l'étoile jaune et provoque un sursaut d'indignation et de solidarité.

Il apparaît alors que l'on doit organiser une résistance pour les Juifs soumis à un traitement discriminatoire. C'est, début septembre 1942, à Bruxelles, la constitution du Comité de Défense des Juifs, sous l'égide du Front de l'Indépendance. Des initiatives de même nature naissent à Charleroi, Liège et Anvers.

Ces C.D.J. aident les Juifs à se cacher, à se nourrir, à se procurer de faux papiers d'identité. Une des tâches importantes est d'assurer la sécurité des enfants, notamment en se ménageant des complicités dans les institutions d'hébergement. Dans le diocèse de Liège, sous l'autorité de Monseigneur Kerkhofs, l'organisation des colonies scolaires se charge d'abriter les enfants juifs traqués.



Papillon des Amis du grand Reich allemand (A.G.R.A.). (84)

"RESPECT AUX PERSÉCUTÉS !

Dans la rue, saluons-les bien bas : ils sont comme nous, victimes d'ennemis communs : l'Allemand et le collaborateur."

Churchill Gazette, n°37, août 1942.

"SALUEZ LES JUIFS !"

La Libre Belgique, édition spéciale pour le Pays de Liège, n°34, juillet 1942.



Tampon du C.D.J. de Liège. (85)

À Liège, l'aide aux juifs est surtout le fait du C.D.J. (F.I.) en collaboration avec l'évêque de Liège et les colonies scolaires catholiques de la province.



Albert Wolf imprimeur, fondateur du C.D.J. à Liège. (86)



Albert Van den Berg, avocat, directeur des colonies scolaires catholiques, mort en déportation. (87)

LA RÉPRESSION

Dès l'occupation de la Belgique, les Allemands introduisent dans nos tribunaux le droit pénal allemand qui est celui d'un Etat nazi.

À la suite de l'attaque de l'U.R.S.S. par l'armée allemande, le 22 juin 1941, les ordonnances répressives sont de plus en plus sévères à l'égard des Résistants et particulièrement des communistes. C'est alors que les forces policières allemandes déclenchent l'opération SONNEWENDE et arrêtent des centaines de militants communistes, syndicalistes, socialistes, antifascistes : 42 liégeois dont Julien Lahaut, Jean Terfve, René Delbrouck... sont enfermés à la Citadelle de Huy.



Dessin à la mine de plomb de Paul Daxhelet, La corvée à la Citadelle de Huy en 1941. (88)

Certains parviendront à s'échapper mais la plupart d'entre eux seront déportés dans les camps de concentration. De 1942 à la Libération, la Gestapo met tout en oeuvre pour dépister par l'intermédiaire d'indicateurs tous ceux qu'elle considère comme les opposants les plus dangereux : les responsables de la presse clandestine, des mouvements de résistance armée et des services de renseignements et d'action.

ORDONNANCES ALLEMANDES



Décret "Nacht und Nebel" "Nuit et Brouillard"

du 7 décembre 1941 rendu applicable le 4 février 1942 par le chef SS du Reich et le chef de la police allemande. (Secret)

Objet : "Poursuite des actes délictueux commis contre le Reich ou contre les Forces d'occupation".

1. "Dans les territoires occupés, la peine de mort est par principe, de circonstance pour tous les actes délictueux commis par des civils non allemands, dirigés contre le Reich ou contre la Puissance occupante et qui constituent une menace pour leur sécurité ou leur force combattante".
2. "Les actes délictueux désignés dans l'article 1 ne sont en principe à condamner dans les territoires occupés que s'il apparaît probable que des condamnations à mort seront prononcées contre leurs auteurs principaux et que si les poursuites et l'exécution des condamnations à mort peuvent être menées avec le maximum de diligence. Dans les autres cas, les coupables, du moins les coupables principaux seront transférés en Allemagne".

Par ordre, le chef du Haut-Commandement des Forces armées,
KEITEL.

Ordonnance du 28 avril 1943 :

Objet : Cette ordonnance reprend toutes les mesures antérieures concernant le maintien de l'ordre et la protection de la Wehrmacht et y prévoit l'aggravation généralisée des peines. (89)

LA MÉTHODE

DE LA POLICE ALLEMANDE

octobre 1942 : "(à Seraing) 600 policiers allemands ont cerné le quartier des baraquements aux Biens-communaux, sous prétexte d'y chercher des armes. Ils ont arrêté une trentaine de personnes qu'ils ont emmenées à la prison Saint-Léonard. Un policier allemand leur demande de désigner les communistes, puis les non-communistes, puis les saboteurs, leur promettant la libération immédiate". (90)

UNE DES ACTIONS MARQUANTES DE LA SIPO DE LIÈGE,

15 novembre 1943 : arrestation sous le pont d'Ougrée de 3 partisans âgés de 20 ans : Jean Hansen, commandant du premier bataillon du Corps de Liège, Ludovic Jacob et Gérard Ruyssen. Condamnés à mort le 22 décembre 1943, ils sont exécutés le 11 janvier 1944 à la citadelle de Liège.

D'après le dossier n°8868 H/46,
Auditorat militaire général, Bruxelles.



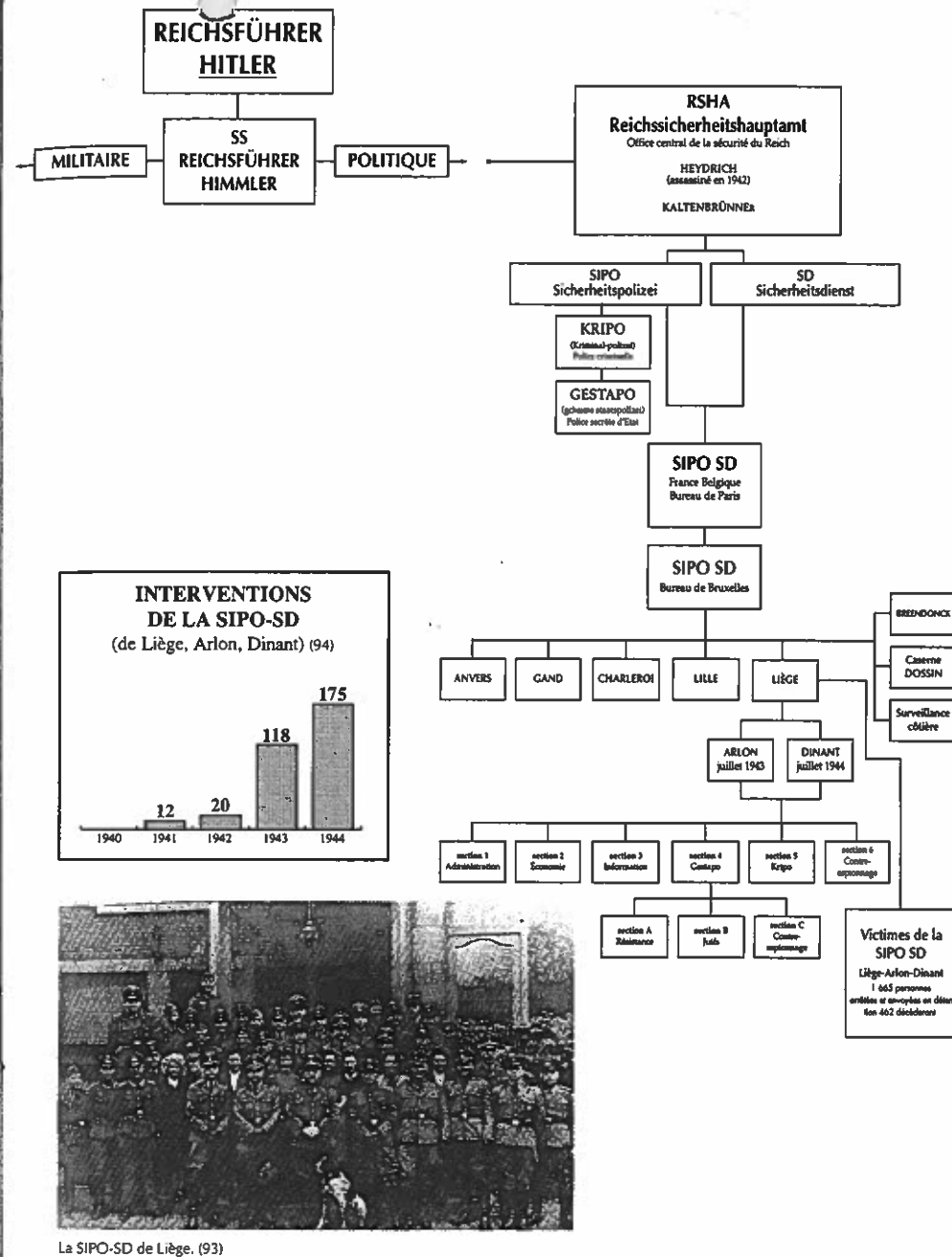
(91)

LE SYSTÈME RÉPRESSIF

"Etat policier, le Reich exportera dans les pays occupés son armature répressive. Mais les spécialistes cherchent encore aujourd'hui à démêler les compétences des divers services allemands dont les terrains d'action se recoupèrent et varièrent au long de la guerre".
(J. Gotovitch et J.Gérard-Libois, *L'An 40*, p. 141)

Sous l'autorité directe d'Hitler, on distingue d'une part l'Armée qui, pour la Belgique et le Nord de la France, est sous le commandement du Général von Falkenhausen jusqu'au 19 juillet 1944 et d'autre part la police politique sous la haute autorité du SS Himmler. Dépendant d'elle, la SIPO SD, police de sûreté comprenant la Gestapo (police secrète d'État) a son siège principal à Bruxelles.

A Liège, la SIPO- SD passe de 30 à 70 membres de 1940 à 1944, disposant de plus ou moins 80 indicateurs belges responsables de l'arrestation de 1.665 personnes dont 462 sont mortes en détention. En Belgique, 898 Belges sont condamnés à mort par le Conseil de guerre et exécutés. Au moins 2.000 sont exécutés sans jugement, 49.628 déportés dans les camps de concentration, ou 29.876 d'entre eux décèdent.



LIBÉRATION

LIÈGE EST LIBÉRÉE
LE 8 SEPTEMBRE 1944

La capitulation de l'Italie et le recul généralisé des armées ennemies en 1943 ainsi que la perspective d'un débarquement allié en Europe occidentale laissent entrevoir la libération prochaine. Pour le Front de l'Indépendance se pose alors le problème du rétablissement d'un pouvoir démocratique.

Dès janvier 1944, il prévoit la formation dans toutes les localités de Comités de libération, dès le départ de l'autorité occupante et l'arrestation de ses collaborateurs. Outre des représentants des diverses organisations membres du Front de l'Indépendance, ces comités doivent comprendre les délégués attirés de tous les partis démocratiques. Le prestige acquis sur le terrain depuis 1941, lui assure le succès de cet objectif. Après la libération de Paris en août 1944, le F.I. incite tous les patriotes à rejoindre massivement ces formations combattantes. C'est ainsi que les Milices patriotiques se développent en une force d'appoint de l'Armée belge des Partisans dans les communes et les entreprises.

Le 14 juillet 1944, le commandement supérieur de l'Armée de la Libération passe une convention avec l'État-major national du F.I. afin de coordonner les opérations militaires lors des combats de la libération. Toutefois, l'État-major du F.I. garde son entière liberté d'initiative et les Milices patriotiques sont placées sous l'autorité des Commandants de Corps de l'armée belge des Partisans.



(94)



Des femmes vendent La Meuse de la Libération. (95)

LE FRONT DE L'INDÉPENDANCE PRÉPARE LA LIBÉRATION

"Formez vos Comités de libération"

(...) Nul organisme n'est plus qualifié que le Front de l'Indépendance pour accomplir cette tâche.

(...) C'est donc au F.I. qu'il appartiendra dans tout le pays de constituer des Comités de patriotes chargés de remplacer, à l'heure de la libération, certaines autorités absentes ou défaillantes.

(...) Les patriotes démocrates qui ont milité, des années durant, dans les cadres du Front de l'Indépendance, ont acquis, dans leurs milieux, assez d'autorité et de prestige, pour accomplir cette tâche civique avec toute l'initiative souhaitable." (96)

LE RÔLE DES MILICES PATRIOTIQUES À LIÈGE

"Aux chefs de secteur"

Consécutivement aux directives émanant du Haut Commandement Allié, les milices patriotiques doivent, dans la mesure maximum, passer à l'action directe.

Pour ce faire, il faudra prévoir un minimum de militaires groupés auxquels sera dévolu le rôle de forces de Police sur le plan local.

Toutes les autres formations, avec le maximum d'armement, seront groupées de toute urgence et se tiendront prêtes à obéir aux ordres du commandant des Partisans auxquels le Haut Commandement Allié a assigné la tâche de collaboration armée dans la réduction de la résistance allemande.

Les P.A. dépendent exclusivement de l'État-Major du Front de l'Indépendance (...). (97)

CONTACT ENTRE LE F.I. ET L'A.L. À LA VEILLE DE LA LIBÉRATION

Le 14/7/1944

Aux chefs responsables

du F.I. de Liège

ARMÉE DE
LA LIBÉRATION
Secteur de Liège
XI-78 Edmond

Chers Compatriotes,

(...) J'ai l'honneur de vous informer que le Chef Général du F.I. et un de nos officiers attaché à l'E-M Général des Armées belges (A.L. et A.B.) se sont rencontrés tout dernièrement à Bruxelles.

Un accord est intervenu entre les responsables généraux des deux parties.

(...) Il est bien spécifié que les rapports de nos Groupements se feront sur le seul pied militaire et ne prétendront aucunement entrer dans vos vues politiques.

(...) Bien cordialement à vous.

XI-78 Edmond

(98)

LIBÉRATION

LE FRONT DE L'INDÉPENDANCE ET LA LIBÉRATION

Les Alliés utilisent les services de la Résistance armée qui facilitent l'avance de leurs troupes en occupant et en sauvegardant les points stratégiques.

La libération achevée et les problèmes militaires momentanément résolus, se pose à nouveau la question de l'exercice du pouvoir. C'est pourquoi le gouvernement intervient auprès du Commandant suprême le général Eisenhower, pour convaincre la Résistance armée que son rôle est terminé. Elle est alors chargée d'un rôle

administratif et invitée à rendre ses armes. Le Front de l'Indépendance s'insurge contre cette décision alors que la guerre n'est pas finie.

Dès la libération, à l'initiative du F.I., se constituent des Comités locaux, pluralistes (et non des comités de libération comme prévu, pour éviter le reproche de vouloir se substituer aux organismes légaux) qui réclament en priorité une rigoureuse politique d'épuration.

LE F.I. DÉCRIT PAR L'E S.O.E.

(Extrait d'une note TOP SECRET du 1-9-1944)

The most important of the Civilian Organisations is the „FRONT DE L'INDÉPENDANCE ET LIBÉRATION" known as the F.I.L. which is a group comprising all the political parties in the country, i.e. the Socialist Party, the Christian Democratic Party, Liberals, the Catholic Party and the Communists. The Communists, although representing no more than 15 to 20 p.c. of the personnel, is the most active and dynamic part of the organisation.

La plus importante des Organisations civiles est le „FRONT DE L'INDÉPENDANCE ET LIBÉRATION" mieux connu sous les initiales F.I.L., qui est un groupe comprenant tous les partis politiques du pays, entre autres le Parti socialiste, le Parti démocrate-chrétien, le Parti libéral, le Parti catholique et le Parti communiste. Les communistes, bien que ne représentant pas plus de 15 à 20 p.c. de l'effectif, constituent la partie la plus active et dynamique de l'organisation.

Le F.I. vu par le S.O.E. (Special operations executive). (99)



La saisie d'armes allemandes à Liège par les P.A. (100)

LE GOUVERNEMENT PIERLOT DÉSARME LA RÉSISTANCE

Dès la libération, *La Meuse* du Front de l'Indépendance est remplacée par *Le Perron* qui paraît pour la première fois le 24 septembre 1944.

Deux mois après la libération, alors que la guerre n'est pas finie, un arrêté ministériel décrète la dissolution de toutes les forces armées de la Résistance.

Le 25 novembre 1944, le Front de l'Indépendance organise, contre cet arrêté, une manifestation que la gendarmerie réprime brutalement. (101)

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Original (9x13,5). I.H.O.E.S.
2. CARHOP Coll. R. Cornil, Bruxelles.
3. P.O.B., Fédération Liégeoise, *Rapport du Comité fédéral pour 1932, pour 1933 et pour 1934, pour 1935-1936 et pour 1937-1938*, Liège, Coop. Typo-Litho., I.H.O.E.S.
4. Lettre de la fédération liégeoise du S.R.I., 21 février 1929, I.H.O.E.S., papiers Davenne.
5. Fondation Joseph Jacquemotte, Bruxelles.
6. *La Meuse*, 2 mai 1939, Bibliothèque Chiroux-Croisiers.
7. *Vigilance*, périodique du C.V.I.A. publié à l'occasion des élections communales d'octobre 1938 à Liège. I.H.O.E.S.
8. Comité de vigilance des travailleurs intellectuels contre la guerre et le fascisme, *Pourquoi nous combattons Rex*, 1936, I.H.O.E.S.
9. R.U.P., *La Belgique pour la sécurité collective*, Bruxelles, éd. Comité national belge du R.U.P., s.d. I.H.O.E.S.
10. Tableau établi à partir de biographies conservées à l'I.H.O.E.S.
11. 5 enfants espagnols recueillis par le P.E.S. de Liège au Hatray Mont-Comblain (Ourthe-Ambève), I.H.O.E.S., papiers Franquet.
12. P. Nothomb, *Belges dans les tranchées*, édité par "l'Amicale des Combattants d'Espagne", Bruxelles, I.H.O.E.S. L'information sur le nombre de volontaires belges a été fournie par Rudi Van Doorslaer, C.R.E.H.S.G.M.
13. I.H.O.E.S., papiers Dejae.
14. *Recherches pédagogiques*, 6^{ème} année, n° 3, décembre 1939, I.H.O.E.S.
15. Caricature de Léon Degrelle : Le mauvais disciple. *Le Rouge et le Noir*, hebdomadaire littéraire, artistique, politique et social, Bruxelles, 24 février 1937, I.H.O.E.S.
16. Léopold Levaux, *Devant le rexisme*, Bruxelles, 1937. I.H.O.E.S.
17. En pourcentage de votes exprimés, d'après R. de Smet, R. Evalenko et W. Fraeys, *Atlas des élections belges 1919-1954*, Bruxelles, 1958.
18. *Le Rexisme, c'est le fascisme*, imprimé par H. Wolf à Liège, I.H.O.E.S., papiers Wolf.
19. *La Wallonie nouvelle*, 10 janvier 1937. F.H.M.W.
20. La Maison wallonne, sise en Hors Château, 5, où se tenaient des conférences du Front démocratique wallon, de la Concentration wallonne et du C.V.I.A. Carte postale. Bibliothèque Chiroux-Croisiers.
21. *La Wallonie*, 8 juillet 1938, Bibliothèque Chiroux-Croisiers.
22. *Documents pédagogiques, La Belgique occupée*, Bruxelles, Ministère de l'éducation et de la culture.
23. Extrait de l'ordonnance du 10 mai 1940 rédigée avant l'agression.
24. E. Verhoeven, *L'heure des saboteurs, Jours de lutte*, Bruxelles, 1992, p. 73.
25. Clandestin fondé par René Delbrouck et Charles Rahier en juin 1940, F.H.M.W. Voir aussi le Manifeste de H. de Man dans *La Légia*, 6-7 juillet 1940, Bibliothèque Chiroux-Croisiers.
26. *Liberté* n° 7, janvier 1941 et *La Voix du prisonnier*, n° 1, 1^{er} mai 1941, I.H.O.E.S.
27. Biographie Marie Nadin. I.H.O.E.S.
28. *Sambre et Meuse*, n° 3, novembre 1941, organe de presse créé en juillet 1941 par le mouvement Sambre et Meuse, I.H.O.E.S.
29. Tract belge, J. Gérard-Libois et J. Gotovitch, *L'An 40*, p. 369.
30. Tract du P.C. (original 5, 5x13,8), I.H.O.E.S., papiers Dejae.
31. *Émissions radiophoniques*, n° 13, 2 au 7 janvier 1941, p. 2, I.H.O.E.S.
32. Tract du P.C. (original 5, 5x13,8). I.H.O.E.S., papiers Dejae.
33. C'est au 337, rue du Moulin, à Bressoux, où habite Adelin Husson que se réunissent, dès le mois d'août 1941, les fondateurs du Front wallon. La notation de rendez-vous fréquents "337" et "Angl.(ophiles)" dans l'agenda de Théo Dejae en témoigne. Source : Agenda 1940 utilisé pour 1941 de Théo Dejae, I.H.O.E.S., papiers Dejae.
34. Depuis 1930, Théo Dejae milite au P.E.S., ensuite à la Concentration wallonne, au C.V.I.A. et au R.U.P. Dès mai 1940, il adhère au Parti communiste et y exerce successivement les fonctions de secrétaire à l'agitation et à la propagande de la Fédération liégeoise jusqu'en janvier 1942, d'adjoint au secrétaire national d'organisation à Bruxelles et de secrétaire national des Comités de lutte syndicale (C.L.S.).
35. Eugène Duchesne fonde en 1919, avec Maurice Bologne et Fernand Schreurs, "Les lycéens wallons"; de 1934 à 1936 il est secrétaire adjoint du bureau de Concentration wallonne. Lors de la disparition du Front Wallon, il poursuit son activité clandestine à la section liégeoise de Wallonie libre jusqu'en février 1943. Il quitte alors définitivement Liège afin d'échapper aux recherches de la police allemande.
36. En mai 1942, Adelin Husson se réfugie dans le maquis de Banel d'où il garde des contacts avec les services de renseignements "Artella" et "Bayard". Il organise le F.F.I. dans le secteur de Florenville où il est exécuté avec son fils le 18 juin 1944. Sa femme et sa fille ont été internées à Ravensbrück.
37. En septembre 1941, Rodolphe Gillet est adjoint au groupe des 3 fondateurs du Front wallon. En tant qu'intellectuel antifasciste, il est affecté à la rédaction et à la supervision d'articles destinés à être publiés dans *La Meuse*.
38. *La Meuse*, n° 5, février 1942, I.H.O.E.S.
39. Rapport de Théo Dejae au P.C.B. sur la situation du F.W.L.P.,

3 p., 19 décembre 1941, I.H.O.E.S., papiers Dejace.

40. Lettre de E. Lalmand, instructeur du P.C.B. à Théo Dejace, s.d., 1 f. dactyl., I.H.O.E.S., papiers Dejace.

41. J. Brisbois, Exposé des rapports entre F.I. et F.W., 5 p. ms., 21 juillet 1947, F.H.M.W.. Pour la même manifestation du 21 juillet 1942 (fête nationale belge) on trouve trois textes de tracts. Le 1^{er} signé F.I. "Pour la libération du pays 21 juillet à 11 h. au Pont du Chêne à Verviers ; le 2^{ème} : "21 juillet ! Aujourd'hui nous manifestons pour la libération nationale hors du pays l'occupant ! Le Front wallon". I.H.O.E.S., papiers Dejace et le 3^{ème} : "21 juillet. Patriotes portez fièrement nos trois couleurs à la boutonnière vive la Belgique libre et indépendante. Le Front wallon de l'indépendance". I.H.O.E.S., papiers Renotte.

42. *La Meuse*, n° 1, octobre 1941, I.H.O.E.S. 2500 exemplaires répartis comme suit : 1000 aux intellectuels antifascistes, 100 aux Wallons, 225 aux Anglophiles, 675 aux Communistes, 200 au P.C. de Huy, I.H.O.E.S., papiers Dejace.

43. Dessin de Robert Crommelynck (original 12,8x8,5). Coll. privée.

44. *Front*, créé et dirigé par Fernand Demany en collaboration avec Henri Elias alors responsable de la presse F.I. paraît régulièrement de septembre 1943 à septembre 1944. I.H.O.E.S. La courrière d'Henri Elias, Francine Dewachter apporte régulièrement *Front* à Liège. Archives H. Elias.

45. Groupe de dirigeants liégeois du Front de l'Indépendance en 1944 parmi lesquels des responsables des P.A. : André Dans, Jules Gusbin ; de Solidarité : Raymond Palâtre, Joseph Pirlet ; de la presse clandestine : Simone Compère, Hermine Jacques-Sartoz, Paul Michot, Albert Schlag, Jules Bosman et Léon Koenig. *Chroniques de la Résistance du F.I.*, n° 2, septembre 1974, p. 44.

46. Carte de diffusion de *Liberté*, n° 22, septembre 1941, établie suivant une liste manuscrite des lieux de distribution, I.H.O.E.S., papiers Dejace.

47. I.H.O.E.S., papiers Dejace.

48. Local situé à l'Ecole du Livre, rue Agimont, n° 8 à Liège. De gauche à droite : Jean Maes, Frans et Jacques Lambert, Emilie Horotte, Antoine et Gertrude Bosmans (concierges à l'Ecole du Livre), Franz Hentjens, Henri Krins, en face de lui M^{me} Maes et assise à l'avant-plan Louise Rouma. Photo M^{me} Bosmans (fille).

49. Papillon vendu en rue et dans les entreprises (original 11x5), I.H.O.E.S., papiers Dejace.

50. Carte de soutien (original 13,8x8,8), I.H.O.E.S.

51. *Solidarité - Croix-Rouge du Front de l'Indépendance*, n° 1, 1943. I.H.O.E.S. *Solidarité*, numéro spécial décembre 1942, I.H.O.E.S.

52. *La Meuse*, n° 6, mars 1942, p. 6. I.H.O.E.S.

53. Rapport Solidarité : activité d'octobre 1941, extraits. I.H.O.E.S., papiers Dejace.

54. Barème des secours financiers en janvier 1943, I.H.O.E.S., papiers Dejace.

55. Des photos sont spécialement éditées par "S", pour venir en aide aux prisonniers russes. I.H.O.E.S., dossier A.P.R.

56. I.H.O.E.S., papiers Dejace. Avec les timbres, "S" vend aussi des photos dont la plupart représentent des résistants fusillés, I.H.O.E.S.

57. Schéma de l'obusier utilisé à trois reprises pour lancer des tracts depuis le passage Lemonnier, la rue Pont d'Avroy et la gare d'Ougrée, en faveur de la Saint-Nicolas 1943. Dessin de Raymond Palâtre. I.H.O.E.S.

58. I.H.O.E.S., papiers Dejace.

59. Enquête d'un ingénieur. A.E.L., Archives des charbonnages du Gosson Kessales.

60. Papillon autocollant diffusé par la Fédération liégeoise du P.C.B. mai '41 (original 14x5,5 cm). I.H.O.E.S., papiers Dejace.

61. d'après note manuscrite de Théo Dejace, secrétaire à l'AGIT.-PROP. de la Fédération liégeoise du P.C.B. I.H.O.E.S., papiers Dejace.

62. Différents journaux conservés à l'I.H.O.E.S.

63. Page de titre de l'organe national des C.L.S., I.H.O.E.S.

64. Deux extraits de la circulaire de novembre 1941, aux responsables de secteurs et de sections, I.H.O.E.S., papiers Dejace.

65. Extrait d'un tract aux mineurs liégeois appelant à la création du C.L.S. diffusé par la Fédération liégeoise du P.C.B., 1941, tirage à 5000 exemplaires. I.H.O.E.S.

66. Extrait d'un tract : "appel de La Voix du cheminot", 1943, I.H.O.E.S.

67. Théo Dejace présente ce rapport le 1^{er} octobre 1944, I.H.O.E.S.

68. Action réalisée par une compagnie de Partisans, d'après un porte-folio publié par l'Armée belge des Partisans. Original 23x33 cm, I.H.O.E.S., papiers Gusbin.

69. Le pont de Remouchamps après le plasticage du 8 août 1944, I.H.O.E.S., don Jean Bourguet.

70. Plan et extraits d'une note préparatoire à l'attentat contre le gestapist Hubert Dispas de Tilff. I.H.O.E.S., papiers Lubeck.

71. Schéma pour la fabrication d'une charge explosive de cheddite, I.H.O.E.S., papiers Gusbin.

72. Note, photo et plan manuscrit préparatoires au sabotage du pont de Hony (détruit le 8 août 1944), R.R./20 = agent de renseignement dépendant de Ray (Raymond Lubeck), I.H.O.E.S., papiers Gusbin.

73. Annexe à la demande de la S.N.C.B. à Jules Gusbin concernant les réquisitions d'argent aux chemins de fer, lettre du 18 avril 1951, I.H.O.E.S., papiers Gusbin.

74. Dossiers biographiques de l'I.H.O.E.S.

75. Dossiers biographiques de l'I.H.O.E.S.

76. Deux organigrammes réalisés par Jean Bourguet.

77. Archives de Madame Messiaen-Davin.

78. *L'Emulation*, novembre 1941. I.H.O.E.S.

79. I.H.O.E.S., papiers Léo Kauten.

80. Dessin de Jacobs, *terre et Nation*, n° 42, 13 septembre 1941, I.H.O.E.S.

81. Stèle sculptée par Louis Dupont, parvis de la loge Hiram, Liège.

82. René Delbrouck à Armand Noirfalise, Moscou 17/5/1934, I.H.O.E.S.

83. *U.R.S.S. en construction*, n° 2, février 1935, I.H.O.E.S.

84. Original 6,5x5,2, I.H.O.E.S.

85. Original 33 mm, Musée Kruglanski.

86. Original 12,5x9, I.H.O.E.S., papiers Wolf.

87. Original 29x20,5, Musée Kruglanski.

88. Original 25x21, I.H.O.E.S., papiers Dejace. Jules Bosmant,

arrêté le 22 juin 1941, retrouve à la Citadelle de Huy ses amis du C.V.I.A. : Jean Terfve, Paul Michot, André Thiernes, Pierre Prévot, Paul Renotte..., quelques artistes : Paul Daxhelet, Louis Dupont, Scaufaire et le député Julien Lahaut. Lors du roulement des corvées, Bosmant les fait avec Daxhelet qui en fixe le souvenir dans ses dessins au crayon. D'après Jules Bosmant, *Souvenirs d'un ancien belge*, Liège, 1974, p. 263 et sv.

89. C.R.E.H.S.G.M.

90. *La Meuse*, n° 10, octobre 1942, p. 7, I.H.O.E.S.

91. Archives de Madame Messiaen-Davin.

92. Schéma du système répressif et graphique des interventions de la

SIPO-SD réalisé par Jean Bourguet.

93. Photo C.R.E.H.S.G.M.

94. I.H.O.E.S.

95. Original 15x12,5, I.H.O.E.S.

96. *Front*, n°5, janvier 1944, I.H.O.E.S.

97. Texte dactylographié, non signé, non daté. I.H.O.E.S., papiers Davenne.

98. I.H.O.E.S., papiers Staeren.

99. Note top secret du 1/9/1944, *Livre d'or de la Résistance belge*, Bruxelles, éd. Leclercq, s.d., p. 244.

100. Original 12,5x16, I.H.O.E.S.

101. *Le Perron*, n°11, 2 décembre 1944, p. 1, I.H.O.E.S.

INDEX DES SIGLES

A.E.L. : Archives de l'Etat à Liège
A.L. : Armée de libération
A.U.S. : Amis de l'Union soviétique
C.A.R.H.O.P. : Centre d'animation et de recherche en histoire ouvrière et populaire
C.E.B. : Constructions électriques de Belgique
C.G.T.B. : Confédération générale du travail de Belgique
C.L.S. : Comité de lutte syndicale
C.R.E.H.S.G.M. : Centre de recherches et d'études historiques de la seconde guerre mondiale
D.P. : Défense paysanne
E.S.U. : Etudiants socialistes unifiés
F.I. : Front de l'indépendance
F.H.M.W. : Fonds d'histoire du mouvement wallon

F.W.L.P. : Front wallon pour la libération du pays
I.H.O.E.S. : Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale
J.G.S. : Jeunes gardes socialistes
M.M.U. : Mouvement métallurgiste unifié
M.N.B. : Mouvement national belge
M.S.U. : Mouvement syndical unifié
O-A : Ourthe-Ambève
P.C. : Parti communiste
P.U.W. : Parti d'unité wallonne
R.D.S.W. : Rassemblement démocratique et socialiste wallon
R.N.J. : Rassemblement national de la jeunesse
W.L. : Wallonie libre

Achevé d'imprimer en avril 1993
sur les presses de Raymond Vervinck

Photogravure : Jean-Jacques Symul

Graphisme : Alain Maes

D/1993.6686/01